

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 16 MARS 1977
N° 401 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

Conseil National
Palestinien
«NOTRE BUT :
LUTTER CONTRE
L'ENNEMI
SIONISTE»

Voir p.2

Municipales

DÉSISTEMENTS

UNITÉ FRAGILE DE PART ET D'AUTRE

C'était hier soir le dernier délai pour le retrait ou le maintien des listes de candidats aux municipales en vue du second tour. Les tractations à l'intérieur des deux grandes coalitions ont abouti, comme on pouvait le prévoir, à des désistements réciproques. Les élections de dimanche prochain se présenteront donc pour l'essentiel comme une série de «duels» entre la «majorité» et l'union de la gauche.

L'unité ainsi réalisée de part et d'autre a cependant de la peine à faire illusion, après les querelles qui ont précédé les élections de dimanche dernier. En particulier, la dispute commencée à Paris entre d'Ornano et Chirac à propos de la mairie se poursuit désormais sur la question de la répartition des postes d'adjoints.

Voir p.3

BARRE ET LA «DÉTENTE»

Prêt à céder à Moscou comme à Washington

Dans un long interview accordé hier au «Monde», le premier ministre de Giscard traite de tout et de rien, sautant des élections municipales à la situation mondiale, en passant par sa politique économique.

Mais c'est surtout sur les questions de la politique internationale de la France qu'il s'agit de relations avec les deux super-puissances, et de la politique dite de «détente».

Voir p.4

ST EGRÈVE

DÉBRAYAGE ET MANIFESTATION AUJOURD'HUI CONTRE LE PLAN DE LICENCIEMENTS DE LA THOMSON

SESCOSEM: UNITE CONTRE LE CHOMAGE



Jeudi 3 mars : les ouvrières de l'équipe du matin scandent : «Union, action, n'attendons pas les élections !»

C'est ce matin que les deux ouvrières de la Sescosem de St Egrève, près de Grenoble comparaissent devant le tribunal. C'est le seul moyen que la direction ait trouvé pour se débarrasser d'elles, puisque, soutenues par les travailleurs de l'usine, elles ont refusé de considérer leur contrat de travail terminé et continuent de travailler à leur poste depuis le 7 mars.

La solidarité active autour des deux ouvrières de la Sescosem se comprend encore mieux quand on sait que la mesure qui frappe ces deux ouvrières (non-renouvellement de leurs contrats) n'est que le début de l'application d'un plan bien plus vaste qui comprend le licenciement de 349 travailleurs dont justement 209 sous

contrat.

Devant cette attaque, les sections syndicales CGT et CFDT de la

Sescosem appellent à un

débrayage et à un rassemblement devant le tribunal à 9 h 30 ce matin.

Beneto (Béthune) Expédié de Paris Un commando de nervis attaque les grévistes

Les atteintes aux libertés syndicales, les expulsions de travailleurs en lutte, de la part du pouvoir, se sont multipliées ces dernières semaines. Les reculs qu'il a subi au premier tour des municipales, le renforce dans sa hargne contre les travailleurs : hier, ce pouvoir au bout du rouleau a encore envoyé ses flics, et ses nervis agresser sauvagement les ouvriers grévistes de Beneto à Béthune, dans le Pas de Calais. Ces derniers, confirmant une volonté de gagner qui ne s'est pas démentie depuis plusieurs semaines, ont choisi la seule réponse possible : ils ont réoccupé leur entreprise !

Voir p.6

NUCLÉAIRE

COUP D'ARRÊT À LA CENTRALE DE WYHL

Le programme allemand bat de l'aile

La centrale nucléaire de Wyhl ne doit pas être construite. Ainsi en a décidé le tribunal administratif de Fribourg Breslau, en invoquant les risques qu'elle présenterait et l'absence de solution de recyclage pour les futurs déchets.

Cette décision, qui arrive au point culminant de toute une série de mobilisations contre le programme nucléaire est une victoire importante arrachée par les travailleurs menacés par l'implantation des centrales. Nul doute qu'elle fera tache d'huile en renforçant le camp de l'opposition au gouvernement et en faisant école de ce côté-ci du Rhin. En attendant, le programme allemand, déjà réduit de moitié, en prend encore un coup...

Lire notre article en p.7

Inde

DES ÉLECTIONS TRES SERRÉES

Voir p. 9

Municipales dans
les colonies

30 à 50 % d'abstentions

Voir p.8

INTERNATIONAL

L'OLP DANS LA LUTTE POUR UNE PALESTINE DÉMOCRATIQUE

"notre but: lutter contre l'ennemi sioniste"

Par Yomna EL KHALIL

Depuis le 12 mars, le Conseil National Palestinien, organe dirigeant de l'Organisation de Libération de la Palestine est réuni. C'est un événement de grande importance.

Depuis le Sommet de Riyad en novembre 76, qui a réuni l'OLP et différents pays arabes (Arabie Séoudite, Egypte, Koweït, Syrie et Liban), l'OLP mène une lutte politique importante contre sa liquidation en tant que représentant unique et légitime du peuple palestinien et en tant qu'organisation de lutte pour la libération de la Palestine. Depuis Riyad,

Au sommet de Riyad, plusieurs questions ont été posées sur la signification de ce Sommet où prédominaient des régimes connus pour leurs liens avec l'impérialisme US, notamment l'Arabie Séoudite. Pourquoi l'OLP y est-elle allée ? En y allant, l'OLP faisait-elle le jeu de la réaction arabe ? Et que signifie au fait les décisions de ce Sommet, réaffirmées par la réunion des Etats de la Ligue Arabe au Caire quelques semaines plus tard ?

LA FIN DE LA «SALE GUERRE»

Le sommet de Riyad est essentiellement la fin de la guerre qui se déroulait depuis bientôt deux ans au Liban. Cette guerre a été caractérisée à juste titre par les dirigeants de l'OLP comme une «sale guerre», dont le peuple palestinien ne voulait pas. Depuis Avril 75, la guerre fomentée principalement par les USA était dirigée contre la Résistance Palestinienne pour la faire capituler et la menacer de liquidation militaire, fascistes libanais ont cherché à diviser le peuple libanais entre musulmans et chrétiens et à diviser peuple libanais et peuple palestinien, dans le but d'isoler la Résistance. La guerre au Liban, déclenchée par les fascistes libanais liés aux Américains visait aussi à détourner la Résistance de son combat essentiel, qui est la libération de la Palestine, au moment où les opérations armées à partir du Liban connaissent une certaine popularité parmi les masses libanaises. Dans ces conditions,

l'OLP avait une position juste, qui était de mettre fin à cette guerre.

A plusieurs reprises, les dirigeants de l'OLP ont déclaré qu'ils ne voulaient pas de cette guerre et qu'ils voulaient conserver leurs forces pour les diriger contre l'ennemi sioniste, que cette guerre n'était pas la leur mais qu'ils prendraient tous les moyens pour se défendre. C'est dans ce sens que l'OLP a participé à toutes les coordinations pour superviser les cessez-le-feu et qu'elle a participé au Sommet de Riyad.

L'OLP ET L'OCCUPATION SYRIENNE DU LIBAN

Après le Sommet de Riyad, quels sont les liens entre la Résistance Palestinienne et le régime syrien qui a envoyé ses troupes occuper le Liban ?

Depuis son occupation «légitime» du Liban, le régime syrien n'a cessé ses provocations contre la Résistance Palestinienne, allant à l'encontre des décisions de Riyad, qui donnaient aux forces arabes présentes dans le pays la tâche d'éliminer tout aspect de la guerre du Liban. Bien que cela n'ait pas été mentionné à Riyad, les troupes syriennes cherchent à désarmer la Résistance, à isoler des masses libanaises en interdisant, par exemple, aux journaux libanais de reprendre ses dépêches et ses déclarations. Bien que le Sommet de Riyad ait affirmé que le Liban devenait un pays de champ de bataille, c'est-à-

la propagande bourgeoise s'est pratiquement tue sur toutes les déclarations des dirigeants de l'OLP allant dans le sens de la lutte et a mis en valeur artificiellement certaines déclarations «modérées» coupées de l'ensemble des positions prises par l'OLP. Au moment où se réunit le Conseil National Palestinien, organe dirigeant de l'OLP, nous avons voulu faire le point sur une série de questions que se posent les amis du peuple palestinien et cela dans le but de mieux comprendre la situation actuelle au Proche-Orient, la situation de la Résistance Palestinienne et pour mieux la soutenir.

dire engagé directement dans la guerre arabe contre Israël, les troupes syriennes à défaut d'armée libanaise, ont refusé de protéger les masses libanaises du Sud contre les agressions israélo-phalangistes. En Syrie, la propagande anti-palestinienne continue toujours pour contrer la volonté d'indépendance de l'OLP. L'Ecole Militaire des officiers palestiniens a été fermée par les autorités syriennes et plusieurs officiers ont été emprisonnés et torturés.

Face à cela, l'OLP mène une lutte qui est passée sous silence. Plusieurs déclarations de ses dirigeants montrent pourtant que l'OLP ne s'est pas soumise au régime syrien. Face aux provocations syriennes dans les camps palestiniens, la Résistance les a dénoncées et a expliqué ce qu'elles visaient : permettre aux forces syriennes de pénétrer dans les camps, sous prétexte d'affrontements, pour désarmer la population.

Arafat, président du Comité Exécutif de l'OLP a adressé un appel au président syrien lui demandant d'éviter «tout affrontement» qui peut tourner au massacre. C'est ce que disait une palestinienne présente quelques semaines plus tôt à Beyrouth : «*Tout intervention armée syrienne dans les camps ne peut aboutir qu'au massacre. Notre peuple est décidé à préserver ses armes. Car sans arme, comment peut-il se défendre ?*» La question des armes est au centre du conflit qui oppose l'OLP à l'occupation syrienne. Sur ce point important, les dirigeants de l'OLP sont clairs : après une déclaration de Farouk Kadoumi en janvier sur ce point, Yasser Arafat a dit récemment dans une conférence de presse au Koweït : «*Il n'est pas possible que j'ordonne à un fidaï... de livrer ses armes. Il est impensable de*

dispenser les armes de nos forces, quelles que soient les conditions et le prix... Notre présence au Sud (Liban) et notre possession d'armes lourdes ne se discutent pas, comme ne se discute pas la question du désarmement des camps». Dans le même discours, Arafat a dénoncé les atteintes portées par le régime syrien à la lutte du peuple palestinien : «*La fermeture de l'Ecole Militaire palestinienne à Damas est un coup à la Résistance, de même que la détention de 11 officiers qui ont été torturés (ils viennent d'être relâchés). Il a ajouté : «Ce n'est pas à cause de cela que la Résistance va engager la lutte contre le régime syrien».*

Non seulement elle n'en aurait pas les moyens militaires à l'heure actuelle, mais surtout tant qu'elle est envisageable c'est la confrontation avec l'ennemi qui est essentielle pour l'OLP et qu'il faut préserver. Le Comité Central du Fath rappelait récemment dans sa déclaration du 16 février : «*Le Comité Central du mouvement Fath réaffirme sa solidarité avec nos frères arabes, principalement avec ceux des pays du champ de bataille pour raffermir la position arabe et agir dans toutes les directions au service de la cause arabe...*»

Ainsi que le Conseil Central de l'OLP dans sa réunion de décembre : «*Le Conseil Central a appelé à renforcer la solidarité arabe selon les accords des sommets arabes d'Alger, de Rabat et du Caire, pour servir les buts de la lutte arabe palestinienne, pour mettre en échec tous les projets de liquidation.*»

Pour l'OLP, la résolution des contradictions qu'il a avec les régimes arabes passe obligatoirement par la lutte contre l'ennemi commun.

L'OLP ET LE REGIME JORDANAIEN

Dans la dernière période, des rencontres ont eu



lieu entre les dirigeants de l'OLP et ceux du régime jordanien, celui qui avait organisé les massacres du peuple palestinien en 70 et 71. Depuis, des changements sont apparus sur la scène arabe.

Pour sortir de son isolement, la Jordanie est obligée de reconnaître l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien, établit un commandement unifié militaire avec la Syrie, ce qui fait de la Jordanie un pays pouvant éventuellement être impliqué directement dans un conflit avec Israël. Toutefois la Jordanie est, avec d'autres régimes arabes, engagée dans la perspective d'un règlement impérialiste de la question du Proche-Orient.

Dès que l'occasion se présente, il serait prêt à délaissier son engagement à reconnaître l'OLP mettant à profit cette nouvelle situation (contradictoire) du régime jordanien, l'OLP a été amené à obtenir le rétablissement des liens avec ce régime. Yasser Arafat, dans sa conférence de presse de Koweït a exposé le point de vue de l'OLP : «*Après 74, nous nous sommes appuyés sur certains régimes qui ont dit qu'ils feraient les démarches pour le rétablissement de ces liens. L'un d'entre eux (le régime syrien) a profité de notre absence pour établir et renforcer des liens avec la Jordanie et a travaillé dans le sens de nous éloigner de notre base principale, où se trouvent 1.150.000 palestiniens qui forment un potentiel humain pour la Révolution... Je suis prêt*

à accepter quatre bases... Je comprends ce que veut dire mon retour au principal terrain, pour lutter contre l'ennemi sioniste».

Mais cela ne représente-t-il pas un recul de la Résistance ?

Arafat poursuit : «*Pour toute chose, il faut payer le prix. L'essentiel est que je puisse récolter plus d'avantages que le prix que j'ai payé. L'essentiel est que je ne perde rien de mon objectif stratégique*».

Dans la situation actuelle, quelles sont les marges de manoeuvre de l'OLP ? Devrait-elle boycotter tous les régimes arabes ou même prendre les armes contre eux ? Ce serait suicidaire. Ce qu'elle fait, c'est à partir de ses liens avec les régimes arabes, renforcer et raffermir les positions qui vont dans le sens de la lutte, c'est rassembler les facteurs positifs pour trouver une issue qui puisse lui être profitable dans un avenir prochain.

C'est la signification du rétablissement des liens avec le régime de Hussein, pour le retour en Jordanie. Un petit fait

Un petit fait montre l'importance extrême pour les masses palestiniennes de la Jordanie et de la Cisjordanie occupée, de ce retour : le jour de l'arrivée de la délégation de l'OLP à Aman au début de ce mois, trois importantes opérations armées ont eu lieu en Cisjordanie. De nombreux soldats sionistes ont été tués. Le retour de l'OLP dans sa principale base signifie avant tout la réactivation de la lutte armée contre Israël. C'est le but que se fixe le peuple palestinien dans la situation actuelle.

LES ACCORDS DE RYAD (extraits) (novembre 76)

- Arrêt des combats sur tout le territoire libanais...
- (Rôles des forces arabes) : veiller à l'application du cessez-le-feu...
- L'application des accords du Caire, sous la supervision des Etats arabes
- Les autorités légales libanaises assurent à l'OLP sa sécurité pour sa présence et son action sur les sols libanais.
- Les Etats arabes assurent qu'ils respecteront la souveraineté du Liban, l'unité de son peuple et de sa terre.
- Arrêter toutes les propagandes négatives par toutes les parties.

LES DESISTEMENTS DU 2^e TOUR

A droite

LES ENCHERES MONTENT

Dans le communiqué publié au lendemain des élections à Paris, d'Ornano affichait déjà sa prétention d'avoir «enrayé la poussée de la coalition socialo-communiste». Certains passages de sa déclaration montraient qu'il n'était pas prêt — même devancé dans treize secteurs sur vingt de la capitale, même en mesure d'en remporter tout au plus trois — à rendre les armes sans combat devant Chirac.

Ainsi de son affirmation que l'écart des voix était «faible». Ainsi des «responsabilités envers les électeurs» qu'il évoquait. La rencontre qu'il a eue hier matin avec le président du RPA a été l'occasion de préciser ses exigences. Le candidat giscardien réclamait en effet à cette occasion le poste de premier adjoint pour ses partisans, ainsi qu'une répartition proportionnelle au nombre des élus des postes d'adjoint à la mairie de Paris. A ces conditions, il voulait bien jouer le jeu de l'élection de Chirac, arrivé en tête de la «majorité», au poste de maire.

La réponse de Chirac a été, en termes clairs : malheur aux vaincus. Refusant

— sous prétexte de ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué — toute entente de ce type, il n'acceptait pas de s'engager à laisser aux giscardiens la place qu'ils revendiquent. De plus, il rejetait la demande de d'Ornano, qui souhaitait l'entendre désavouer publiquement les attaques menées contre Françoise Giroud dans le quinzième arrondissement, à propos de sa participation à la résistance.

La réplique de d'Ornano ne se faisait pas attendre, dans l'après-midi, un nouveau communiqué tombait : «Il serait incorrect vis-à-vis des électeurs de ne pas faire savoir dès maintenant que les deux listes auraient une représentation équitable dans la municipalité de Paris. Toute réponse dilatoire serait contraire à la recherche de l'unité de la majorité qui est, depuis l'origine, ma seule préoccupation».

Restait, seule, la décision prise le matin que la liste de la «majorité» la mieux placée au second tour bénéficierait du désistement de l'autre, dans chaque arrondissement. Encore pouvait-on se demander si, implicitement,

le candidat républicain indépendant ne liait pas cette décision aux conditions qu'il avait énoncées concernant la répartition des postes dans la future municipalité : il restait encore jusqu'à minuit pour retirer ou maintenir ses listes.

En tout cas, l'apparente unité qui semblait ressortir des communiqués et de la décision de désistement réciproque montrait bien ce qu'elle valait : dans le fond, la querelle continue. Comment aurait-il pu en être autrement, alors que tous

les facteurs qui l'ont déclenchée restent en place ? En guise de pression, Chirac a placé au lendemain de l'élection du maire de Paris par le conseil municipal une réunion de la direction du RPR. La réunion du groupe parlementaire, préparant la prochaine session de l'Assemblée, suivra de peu : une manière de soumettre un certain nombre de votes des députés de sa formation à l'attitude que les giscardiens adopteront à son égard à Paris. Le sort même du gouvernement pourrait donc en dépendre.



Chirac et d'Ornano : celui qui veut être maire et celui qui veut obtenir des adjoints au maire

A gauche

CONDAMNÉS A S'ENTENDRE

Finalement, comme on pouvait le prévoir, les partis de l'union de la gauche ont décidé des désistements réciproques partout où ils étaient entrés en concurrence au premier tour des élections municipales. Cet accord se traduira notamment par un meeting commun que Fabre, Mitterrand et Marchais tiendront vendredi soir à Paris. L'unité, de ce côté, semble donc se

réaliser plus facilement qu'en face.

Mais on peut se demander, sérieusement, dans quelle mesure l'appel des différents états-majors sera suivi par leurs électeurs dimanche prochain. Un certain nombre de villes vont particulièrement susciter des difficultés de ce côté-là : ce sont celles, comme Villeurbanne ou Marseille, où le

parti socialiste est parvenu à distancer le PCF au premier tour, après avoir refusé toute constitution de listes communes au premier. Souvenons-nous déjà du désaveu infligé par l'électorat du PCF à la constitution de listes dirigées par des socialistes trop ouvertement de droite, comme à Nancy ou à Lille.

A plus forte raison, lorsque les querelles ont été très loin avant le premier tour, comme à Villeurbanne où Marchais déclarait : «Le maire sera Desgrand (PCF) ou Gagnaire (droite), un certain nombre d'électeurs du PCF pourraient bien hésiter à se déplacer pour

aller élire des listes socialistes homogènes sur lesquelles les révisionnistes n'ont même pas obtenu un strapontin.

La question des rapports entre le PCF et le PS au sein de l'union de la gauche, entre deux tours des élections, semble toujours facilement résolue. Pour autant, les contradictions entre eux demeurent, particulièrement au moment où la perspective d'une majorité de gauche aux prochaines élections parlementaires, et par conséquent de la formation du gouvernement, est une possibilité confirmée par les élections de dimanche dernier.

L'AMBIGUITÉ ÉCOLOGIQUE

L'ambiguïté écologique continue à Paris. Brice Lalonde chef de file de ces listes dans la capitale, a déclaré que les candidats de ses listes n'appelleraient pas à voter pour d'autres au deuxième tour. Cependant, il a précisé : «Nous allons continuer à mener campagne pour nos objectifs, en soulignant toujours la différence et entre ceux qui sont responsables de la situation parisienne et ceux qui ne le sont pas... Notre désir n'est pas que cette équipe municipale soit reconduite».

Autrement dit, sans appeler à voter pour la gauche, les écologistes appellent à voter contre la droite.

Le Figaro prêche pour Chirac

Le chiraquisme du «Figaro» ne se démentant pas, les diverses indications qu'il publiait hier matin à l'adresse de Giscard pouvaient donner une idée de l'angle d'attaque qui sera désormais celui du RPR. Passons sur l'analyse électorale de Monsieur Maffert, ancien chef de cabinet de Chirac, et qui affirmait : «Les principaux vaincus de cette journée ont été les municipalités centristes ou à dominante centriste», oubliant superbement les 40 % de perte sèche subis par le RPR, par rapport au total des villes précédemment acquises à la «majorité» où il présentait la tête de liste.

Quant à l'avenir, Raymond Aron prédit l'échec politique du plan Barre : «D'ici 78, aucune mesure d'ordre économique que pourra prendre le gouvernement ne modifiera décisivement le climat social». Et de qualifier de «conte de fées» l'idée que la gauche soit «capable de gouverner et de réformer efficacement la société actuelle», que «les communistes respecteraient les droits de leurs adversaires, calmeraient l'impatience de leurs troupes et contribueraient de leur mieux au succès de François Mitterrand» : pas

d'ouverture au PS possible, en conséquence. Les deux volets de la tactique de Giscard étant ainsi écartés, devinez laquelle reste possible ? Celle de Chirac, évidemment.

D'ailleurs, Jean d'Ormeson, autre éditorialiste, fait là-dessus la leçon à Giscard : «Il y avait sans doute d'autres politiques possibles. Il y en avait peut-être de plus subtiles, de plus porteuses d'avenir. S'entendre avec les socialistes était la plus intelligente des solutions à envisager. Mais comment faire boire un cheval qui n'a pas soif ? M. François Mitterrand a refusé toutes les mains tendues. Puisque M. Mitterrand ne n'est pas jeté dans les bras de M. Giscard d'Estaing, il faut que ce soit M. Chirac qui s'y jette. Et ce sera M. Mitterrand qui l'y aura jeté. M. Giscard d'Estaing en tout cas, ne peut pas continuer à se battre sur deux fronts. Il faut choisir ses adversaires et il faut choisir ses amis».

Bref, d'Aron en d'Ormeson, il n'y a désormais plus d'autre solution pour la «majorité» que de s'unir sur les thèmes de combat politique contre la gauche unie qui étaient jusqu'ici le privilège de Chirac.

PARIS :

Communiqué de Chirac

«Comme nous nous y sommes engagés, nous allons retirer nos listes «union pour Paris» dans les secteurs où elles sont devancées par les listes de M. d'Ornano. Les déclarations de M. Poniowski et d'Ornano nous amènent à penser que M. d'Ornano a adopté la même position.

Le pacte majoritaire que nous avons proposé se trouvant ainsi appliqué, et dans le but d'assurer à la majorité la dynamique de confiance nécessaire pour le deuxième tour, j'ai proposé à M. d'Ornano de nous rencontrer».

Communiqué de d'Ornano

«Ce sont les listes que je conduis qui ont enrayé la poussée de la coalition socialo-communiste. Les listes que je conduis recueillent 22 % des suffrages, celles conduites par Chirac, 26 %, c'est-à-dire un très faible écart dû à la «prime aux sortants», dont la grande majorité était RPR. L'importance des suffrages que nous avons recueillis crée des devoirs vis-à-vis des électeurs.»

La victoire de la majorité sur l'opposition n'est pas acquise. Il est indispensable à cet égard qu'elle aille unie au combat pour le second tour. Il est évident qu'une concertation est nécessaire au sein de la majorité pour la préparation du second tour à Paris. Cette concertation répond à la nécessité de retrouver une majorité organisée. Pour ma part, j'y suis prêt».

Communiqué des partis de l'Union de la gauche

«Dans les villes où le premier tour n'a pas fait la décision, pour que l'union conduise à de nouveaux succès le 20 mars, le PS, le PCF et le MRG décident :

- partout où ces listes d'union de la gauche ont été constituées entre le parti communiste, le parti socialiste et le mouvement des radicaux de gauche, le combat continue pour le succès de ces listes.

- dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants, les désistements entre les partis du programme commun se feront au profit de la liste de gauche placée en tête au

premier tour de scrutin par le suffrage universel.

- dans les autres communes, les listes d'union de la gauche seront constituées partout en tenant compte des résultats du premier tour».

Parmi les membres du gouvernement qui se présentaient aux élections municipales, treize se trouvent en ballotage après le premier tour, et un a été battu : il s'agit du RPR Rufenacht, qui tentait de se faire élire à la mairie du Havre.



Marseille : Déferre (PS) et Lazzarino (PC) : après les querelles du 1^{er} tour, les candidats du PCF se désistent quand même en faveur du PS.

POLITIQUE

Elections :

Poniatowski : «Nous reprendrons malheureusement dans neuf mois le débat politique»

Poniatowski qui s'est encore surpassé pour camoufler l'ampleur de la défaite des partis de la coalition gouvernementale aux élections a déclaré lundi, au micro d'Europe 1 : «Je ne vois pas pourquoi les résultats des élections municipales devraient entraîner des élections législatives anticipées. Je vois même une très bonne raison pour qu'il n'en soit pas ainsi : nous allons enfin sortir d'une période électorale et nous allons enfin pouvoir nous occuper de choses sérieuses, qui sont les problèmes économiques et la réussite du plan Barre. Nous reprenons malheureusement dans neuf mois le débat politique.» Malheureusement pour M. Poniatowski, ce débat risque fort d'être fatal à la fragile coalition de partis réactionnaires qui gouvernent.

Peronnet : «L'horizon des législatives»

Peronnet tourne son regard vers l'horizon des législatives, et cet horizon ne lui dit rien qui vaille après la déconfiture des radicaux valaisiens aux municipales : Durafour, Brousse et Rossi en ballottage difficile, Giroud battue... De cette triste contemplation, il conclut que : «Le parti radical-socialiste ne cessera de militer en vue de la modification de la loi électorale dans le sens de la proportionnelle, car seul ce système permettra d'éviter la cassure définitive de la France en deux blocs hostiles». C'est effectivement la seule chance de survie du parti radical, et le seul espoir pour lui de jouer un petit rôle d'appoint dans les futures coalitions.

Defferre : «Le désir d'union»

Satisfait, Defferre l'est au moins pour deux raisons : la progression de son parti : «Le parti socialiste est devenu sur le plan électoral le premier parti de France» ; et ses propres résultats à Marseille où il a réussi à battre le PCF dans sept secteurs sur huit. Cette façon de réduire la place et l'importance du PCF au sein de l'union de la gauche, Defferre la commente ainsi : «Des rivalités, il y en aura toujours entre les formations politiques ; mais ce qui est important c'est que le désir d'union soit plus fort que la rivalité».

A Marseille, le PCF malgré son dépit de ne pas être sur une liste commune, a décidé d'appeler à voter pour Defferre dans les sept secteurs où celui-ci est en tête... C'est certainement cela que Defferre appelle le désir d'union.

INFORMATIQUE POLITICIENNE DE PONIATOWSKI

Dans les résultats, il y a ce que tout le monde peut constater, c'est-à-dire une nette progression de la gauche, et puis les chiffres officiels, ceux donnés par le ministère de l'intérieur.

En ce qui concerne les sièges de conseiller municipal attribués au premier tour, Poniatowski en donne 58,4 % à la majorité, contre 40,6 % à la gauche, dont 21,7 % à des divers gauche dont on ne sait pas très bien qui ils sont. Mais c'est dans la répartition des voix entre les différents «nuances» (ce sont les termes du ministère qu'on atteint le plus grotesque : à gauche, les listes d'extrême gauche obtiennent 0,7 % des voix, le PCF 3,8 % et l'union de la gauche 30 %

Même en ajoutant les 8,2 % de listes d'opposition de gauche («à dominante socialiste ou radicale de gauche») on arrive pour la gauche à un total de 42,7 % des voix à la gauche, qui est donc nettement minoritaire. COFD. La droite, elle, composée des «centres gauche», des «listes de la majorité» des «divers modérés» et de «l'extrême droite» arrive à 56,9 %. A en croire Monsieur Poniatowski, c'est peut être un mauvais découpage des villes qui a permis à la gauche d'en gagner malgré tout plus de trente ! Ces chiffres prouvent en tout cas une chose, c'est qu'en matière électorale on peut tout faire dire aux ordinateurs, surtout ceux de l'Etat bourgeois.

Barre et la «détente»

PRET A CEDER A MOSCOU COMME A WASHINGTON

Dans un long interview accordé hier au «Monde», le premier ministre de Giscard traite de tout et de rien, sautant des élections municipales à la situation mondiale, en passant par sa politique économique. Cela donne lieu à une confidence surprenante : «Si on en venait à aimer le pouvoir, au niveau où je me trouve placé, ne serait-ce point seulement comme on aime ce que jamais on ne verra deux fois ?». En somme, comme le premier ministre est peu soupçonnable de vouloir renoncer

à son poste, on peut comprendre qu'il craint pour un proche avenir l'infidélité de ceux qui le soutiennent.

Mais c'est surtout sur les questions de la politique internationale de la France que les déclarations de Barre apportent un certain nombre d'éléments. Il s'agit notamment des relations avec les deux super-puissances, et de la politique dite de «détente».

Prudent sur l'appréciation de la politique extérieure de Carter, il affirme néanmoins : «La volonté de compréhension manifestée par la nouvelle administration» à l'occasion de la visite de Mondale. Volonté qui s'est, dans la réalité, traduite par la protestation publique du sénat américain contre la libération du dirigeant palestinien Abou Daoud, et que le refus voilé de Carter d'intervenir en faveur de Concorde est encore venue illustrer ces derniers jours. En somme, Barre préfère accepter les interventions américaines en les cachant plutôt que de constater publiquement leur existence.

URSS : PAS UN MOT SUR LE RÉGIME DE TERREUR

Quant à l'Union Soviétique, le premier ministre est certes contraint de reconnaître «le renforcement de la puissance soviétique dans le domaine militaire» ; nul ne peut plus la nier. Par ailleurs, au moment où les dissidents d'URSS font largement campagne en prévision de la conférence de Belgrade, qui doit tirer les enseignements de la politique de «détente» convenue à Helsinki, il ne pouvait pas faire moins que citer au passage «le libre débat des idées» qui doit «contribuer au progrès humain et à la compréhension entre les peuples».

Il se refuse cependant à porter un jugement sur le régime de terreur imposé au peuple soviétique et à ses voisins par les dirigeants du Kremlin : «Gardons-nous tout d'abord des jugements globaux. Les différences sont grandes entre les pays de l'Est». Le refus de recevoir Amalrik, qui a été celui du président de la République il y a peu, est ainsi confirmé par le refus de son premier ministre de

condamner les violations des droits de l'homme à l'Est.

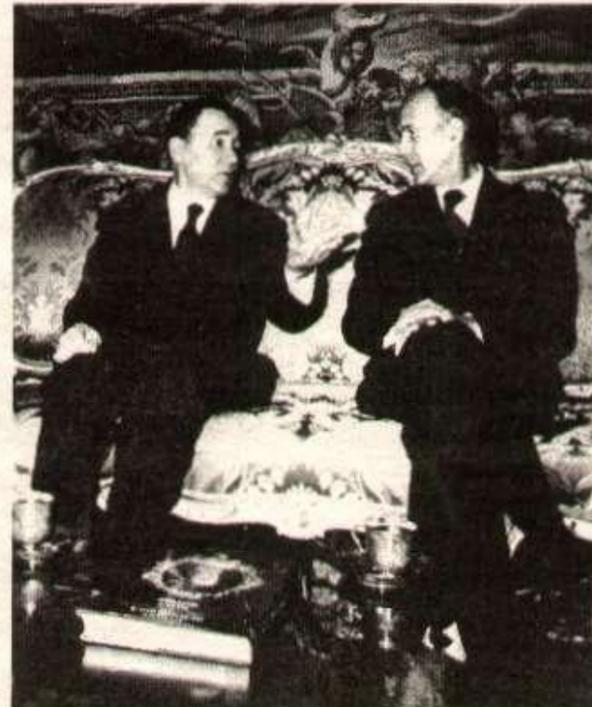
ENCORE ET TOUJOURS «LA DÉTENTE»

Ce qu'il s'agit de préserver, Barre le dit explicitement : «Quant à la pérennité de la détente, nul pays n'y est plus attaché que la France... Elle reste, à nos yeux, le seul moyen de lutter contre l'affrontement

des blocs et d'éviter la coupure entre pays à régimes sociaux différents». Notre bourgeoisie, qui s'est illustrée dans les concessions faites au social-impérialisme sous le prétexte de l'amadouer, entend donc maintenir cette attitude.

Chacun sait en effet que le Kremlin ne souhaite pas autre chose que l'acceptation de la «détente». Elle est le couvert sous lequel Moscou poursuit sans relâche sa pénétration en Europe occidentale. La seule tactique que Barre se montre en mesure de lui opposer, la voici : «Ce qui me paraît important, c'est l'intérêt croissant que ces Etats portent au développement de leurs échanges économiques et de leurs relations financières avec les pays occidentaux». C'est la vieille lune de Kissinger, qui consistait à prétendre placer sous sa dépendance le rival soviétique en développant avec lui les relations économiques. L'expérience a montré qu'en réalité Brejnev utilisait ces apports pour accélérer le développement de son appareil d'agression. Pour sa rentrée dans le domaine de la politique à l'échelle mondiale, le premier ministre aurait mieux fait de se taire : il n'a fait que confirmer la volonté de l'équipe au pouvoir de céder devant les interventions des deux super-grands en Europe.

Jean LERMET



Giscard et le ministre des affaires étrangères soviétique : des rapports «détendus» que Barre veut poursuivre

Les élections en Alsace

Mulhouse

VERS UNE MAJORITÉ ABSOLUE D'ABSTENTIONNISTES

La gauche qui était divisée entre une liste d'union de la gauche (PS-PC (17% des suffrages) et une liste des radicaux de gauche formée des dissidents du PS (15% des suffrages) a essuyé une cuisante défaite à Mulhouse, puisqu'elle n'est même plus présente au 2^e tour. Cela est particulièrement frappant quand on sait que Mulhouse est, parmi les grandes villes d'Alsace, celle où la population ouvrière est la plus nombreuse. Les écologistes, pour lesquels un Mulhousien sur 8 a voté (13% des suffrages) ont encore amélioré leur score des élections cantonales qui était de 12% : par la bouche de leur porte-parole Antoine Waechler, ils ont confirmé

qu'ils ne donneraient pas de consigne de vote pour le 2^e tour, et que, quelque soit le maire élu, ils continueraient leur action dans les quartiers.

Dimanche prochain, les Mulhousiens auront donc à choisir entre le maire sortant Emile... (le nom est flou), soutenu par la majorité (il a recueilli 47,43% des voix) et son frère ennemi le docteur Kienzier qui se présente comme apolitique mais qui représente en fait les RI (il a recueilli 27,43% des voix). Tous deux ont mené une véritable campagne à l'américaine. Gageons que le nombre d'absentions qui était dimanche d'un peu moins de 39% barra tous les recours pour ce 2^e tour.

Schiltigheim

LA NOUVELLE GAUCHE, C'EST L'ANCIENNE DROITE

La cité des Brasseries était classée pour la première fois dans la catégorie des villes de plus de 30 000 habitants. L'ancien maire Schwebel, après de multiples pressions, avait accepté de céder la tête de liste au député RPR Burckel, l'ancien conseil municipal ayant éclaté pratiquement en trois, 12 conseillers sortants se présentant sous l'étiquette «union de la gauche» avec à leur tête Alfred Muller, ancien adjoint et dont le visage de gauche est tout neuf puisque son adhésion au PS doit remonter tout au plus à 7 ou 8 mois. Des militants de longue date du PS avaient été écartés à cette occasion et s'en étaient amèrement plaints.

La victoire de cette gauche «new look», où le PC pèse d'un poids très faible sans être absolument certaine, était cependant prévisible. M. Muller a d'ailleurs donné dimanche soir ses recettes : «Mitterrand avait fait 46% des voix à Schiltigheim. Nous pensions que la poussée de la gauche se répercuterait aussi à Schiltigheim. Les conseillers sortants devaient faire la décision». Il a conclu en disant que Schiltigheim devait être un exemple pour l'Alsace.

LUTTES OUVRIÈRES

DÉBRAYAGE ET MANIFESTATION AUJOURD'HUI CONTRE LE PLAN DE LICENCIEMENTS DE LA THOMSON SESCOSEM: UNITE CONTRE LE CHOMAGE!

Depuis l'annonce, il y a un mois de 349 licenciements, les ouvrières de la Sescosem ont recours à de nombreuses formes de lutte, pour faire échec à ce plan : grèves de 24 heures, suivie pratiquement à 100%, manifestations en ville ; (1 000 personnes devant la préfecture). Mardi 1^{er} mars, des débrayages spontanés éclataient pour soutenir les personnes qui venaient d'apprendre qu'elles étaient sur la liste des licenciés et étaient suivis à 100%. Jeudi 3 mars, le matin, popularisation et collectes sur le marché St Bruno pour 150 ouvrières, puis une délégation devant l'usine de Raymond Bouton en lutte sur les salaires. Soutien mutuel et discussions entre les deux entreprises solidaires. L'après-midi, marche sur FR 3 à 400, pour exiger de passer à la télé (émission qui, d'ailleurs, a été sabotée par FR 3).

A chaque nouvelle attaque de la direction, la riposte est immédiate. Depuis lundi 7 mars, deux ouvrières en fin de contrats «licenciées» continuent à venir travailler. La direction les harcèle : huissiers venant constater leur présence «illégal». Zanetto, le directeur refuse de discuter. Un régisseur délégué CGT est blâmé, pour avoir réglé la machine de l'ouvrière «licenciée». Un chef casse les pièces et démonte une machine pour l'empêcher de travailler. Toute la semaine, les ouvrières ont accompagné leurs camarades «licenciés» à leur poste de travail. Malgré les manœuvres de division de la direction, elle décide de ne plus embaucher les 87 contrats à durée limitée. Le lendemain, elle affirme le contraire en réunion avec les syndicats : contre les deux «licenciées»,

Sescosem-Thomson CSF-St Egrève : une usine de 2000 salariés, 1200 OS 70% de femmes. On y fabrique des composants électriques. Sur l'agglomération grenobloise, chacun a soit un membre de sa famille, ou un ami qui y travaille. C'est pourquoi, cette lutte est suivie avec un intérêt particulier.



Jeudi 3 mars : les ouvrières de la Sescosem vont populariser leur lutte sur le marché de St Bruno à Grenoble

le coup de barre tombe : la direction les fait assigner en référé, à comparaître devant le tribunal de grande instance, le mercredi 16 mars. Le jour du procès, nous devons souder l'unité des travailleuses de la Sescosem sur le mot d'ordre : «Pas un seul licenciement !»

UNITE AUTOUR DES «CDD» CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE

En annonçant son plan de licenciements, la direction a essayé de jouer la carte de la division : sur les 349 licenciements, il y a 125 ITC, employés, OP et 209 OS sous contrats et 15 intérimaires, des OS fixes-

Sescosem ne sont pas touchés pour l'instant.

Son calcul a échoué. Sur le moment, il y a eu quelques flottements. S'agissait-il de défendre des agents de maîtrise ? Par contre, la solidarité ouvrière a joué à plein face aux menaces contre les contrats et intérimaires. C'est massivement que tous se mobilisent pour imposer leur embauche. Chacun est conscient que ces projets de licenciements est un avant-goût d'un plan vaste de liquidation de la Sescosem (le «plan social» en est une confirmation). Permettre ces premiers licenciements, c'est accepter à terme d'autres mesures. Les ouvrières sous contrats (3, 6 mois, 1 an), les intérimaires sont à la pointe de la lutte. Depuis un an et demi, la Sescosem n'embauche que du personnel sous contrat. «Si ça continue, on sera tous les CDD» disent les travailleuses. Les patrons profitent du chômage et utilisent ce système ou l'intérim.

Allibert va même plus loin. Sur certaines chaînes, la production sort avec du personnel à l'essai, qui est ainsi renouvelé toutes les semaines ou 15 jours. Dans un tract, des ouvrières sous

contrat affirment : «Il y a déjà 19 000 chômeurs dans la région de Grenoble. Nous ne voulons pas être les 350 suivants, et n'avoir le seul avenir que le porte à porte tous les 6 mois. Il y a du travail pour tous à la Sescosem : nous voulons tous y rester !».



Jeudi 3 mars : les ouvrières de la Sescosem vont populariser leur lutte sur le marché de St Bruno à Grenoble

Sescosem ne sont pas touchés pour l'instant.

Le refus de la bourgeoisie de céder aux revendications, les trahisons répétées des dirigeants de la CGT, et de la CFDT, les menaces de Barre «ce n'est pas la longueur des cortèges, ni les slogans qu'ils feront changer» n'ont pas pesé lourd. Aussitôt, l'annonce des licenciements, c'est la voie de la lutte qui s'est imposée. Les travailleurs de la Sescosem se battent non seulement contre des licenciements, mais pour l'embauche définitive des contrats, et des intérimaires. Au-delà de leur propre cas, ils dénoncent les nouvelles formes d'esclavage moderne, aussi bien sur le travail intérimaire et les CDD. Pratiquement toutes les entreprises recourent à ces procédés. Des milliers de travailleurs sont concernés par la lutte à la Sescosem. Mercredi «ce sera le procès du travail sous contrat, du travail en intérim, des licenciements et du chômage», annonce le tract d'appel CGT, CFDT, diffusé sur tout Grenoble. Les entreprises en lutte ont aussi été invitées.

Correspondant Sescosem

HURE (machine-outil) : ARRÊTONS LES 500 LICENCIEMENTS !

Nous le disons il y a quelques semaines : dans de nombreuses usines du secteur machines outils, des centaines de licenciements se préparent pour les mois à venir. Pour Hure, implantée à Bagnieux, c'est chose faite. Du moins, la direction vient-elle d'annoncer que la fermeture était imminente. En clair, c'est 500 travailleurs qui vont se retrouver au chômage. Mais il y a un petit hic que le patron, sûr de lui, n'avait, semble-t-il, pas prévu : la résistance des ouvriers, leur décision d'occuper les locaux et de s'opposer à ces mesures. C'est maintenant aussi chose faite depuis lundi. C'est chose faite à l'usine Hure de Pantin aussi.

HANS SCHLUMPF OSE ATTAQUER LES TRAVAILLEURS EN JUSTICE

Alors que le musée des frères Schlumpf, occupé depuis huit jours par les travailleurs, a déjà reçu plus de 20 000 visiteurs, la CFDT a été assignée devant le tribunal des référés de Mulhouse sur plainte de Hans Schlumpf pour «atteinte grave au droit de propriété».

Les frères Schlumpf qui sont réfugiés à Bâle en Suisse et qui sont sous le coup d'un mandat d'arrêt en France, ne se sont pas risqués à venir en personne réclamer l'évacuation de ce musée tout entier réalisé avec la sueur des travailleurs qu'ils jetaient aujourd'hui au chômage.

D'autre part, la délégation régionale du syndicat de la Magistrature a assuré les travailleurs de Schlumpf de son soutien.

BSN (RIVE DE GIER) : LA DIRECTION SUPPRIME L'ALIMENTATION DES FOURS

LA GRÈVE EST RECONDUITE !

La lutte des travailleurs de l'entreprise BSN à Rives de Giers, dans la Loire, continue.

On sait qu'en fin de semaine, une nouvelle réunion a eu lieu en présence des organisations syndicales et du médiateur, Antoine Pinay, maire de St Chamond. Les travailleurs n'en attendaient pas grand chose. Ils avaient raison : elle n'a rien donné, Pinay refusant de revenir sur les licenciements.

Les travailleurs ont donc voté pour la poursuite de la lutte à la majorité.

La direction de l'usine qui trouve que cette grève a assez duré, vient de tenter une nouvelle manœuvre, en coupant le robinet de fuel alimentant les fours où est fondu le verre. L'arrêt de fonctionnement des fours entraînerait un arrêt total de près de deux mois pour les rallumer. Cette provocation n'a pas jusqu'ici impressionné les ouvriers !

Et pour cause : «les entreprises de la région et la Vallée du Gier ont les yeux tournés vers nous, nous expliquait l'un d'eux. Si on arrive à une victoire, ça va motiver. On dira «BSN y est arrivé pourquoi pas nous ?» Dans le cas contraire... On a donc des responsabilités qui dépassent la région». Et un autre «Il est vrai que nous n'avons pas spécialement de passé de lutte, mais il faut montrer que ce n'est pas un obstacle». La lutte continue !

Elle vient d'autre part de démarrer dans une autre usine du trust BSN : Gervais Danone à Plessis Robinson dans la région parisienne.

CAT (Douai)

3 ÉDUCATEURS LICENCIÉS... ET LES CADENCES AUGMENTENT

La direction du CAT (Centre d'Aide pour le Travail) de la ville de Douai, rentabilise.

Les travailleurs handicapés du centre travaillent pourtant déjà neuf heures par jour avec une heure de repas mais à l'évidence, cela ne lui suffit pas. Il a décidé de supprimer toutes les détenteurs des travailleurs, cela les empêchant sans doute selon lui d'avoir un assez bon rendement, pour la fabrication des pièces destinées à Renault et Arbel.

De plus, la direction vient de licencier trois personnes, c'est-à-dire la quasi totalité du personnel éducatif, leur travail étant jugé aussi comme ne pouvant pas favoriser une augmentation de la productivité. Les employés licenciés refusent leur licenciement. L'un d'eux continue à se présenter au travail. Le

directeur l'a alors agressé physiquement. Dans le même temps, la riposte s'organise : un comité de soutien a été créé. La mobilisation gêne la direction qui a décidé de la stopper brutalement en agressant cette fois les membres du comité de soutien, avec l'aide des contre-maîtres !

NEVERS : LA THOMSON EN GRÈVE

Le 9 mars, 90 % environ des ouvriers professionnels que compte l'usine de la Thomson à Nevers, ont décidé de se mettre en grève illimitée. Ils réclament l'augmentation de leur salaire de 10 %.

LE «PLAN SOCIAL» DE THOMSON

Ces extraits du «plan social» de la Thomson se passent de commentaires :

... «Pour s'adapter à cette situation, il est nécessaire de rester au niveau technique général en effectuant des études de nouveaux produits et en augmentant la productivité par des procédés de fabrication de plus en plus automatisés»...

... «Augmenter la productivité directe par automatisation, et poursuivre la sous-traitance au Maroc des opérations de montage élémentaire, avec un encadrement très léger»...

... «Certains hommes effectuant un travail technique indirect (réglage de machines) pourrait être affecté à des tâches de production directe, en complément de l'effectif éminent en place, à condition qu'une partie du travail soit effectuée la nuit. Cette solution leur sera proposée et une formation sur le tas sera assurée en introduction au technique de semi-conducteurs»...

Les objectifs de la direction sont clairs :

- Augmentation de la productivité
- Augmentation des cadences par automatisation des postes
- Poursuite de la sous-traitance à l'étranger

Cela signifie que la restructuration est bien en marche, à St Egrève, que la Thomson applique à la lettre le plan Barre.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Communiqué de presse

AMNESTY INTERNATIONAL CENSURE A LA TELEVISION

Le Bureau Exécutif de la section française d'Amnesty International, dont l'interview télévisée portait notamment sur l'entraînement de mercenaires par la France pour une intervention armée en Guinée, précise donc notamment :

«Aujourd'hui, 14 mars, le Bureau du Comité Exécutif de la Section Française d'Amnesty International communique des extraits d'une réponse adressée par la Section Française d'Amnesty International à Monsieur Jean Cazeneuve, Président de TF 1, à la suite de ses explications concernant la censure d'une interview de l'émission «Le Jour du Seigneur».

Et dans un passage de sa lettre, l'association contre-attaque sur la question de la violation des libertés en France :

«Alors que la liberté de

parole nous est parfois accordé lorsque nous dénonçons les violations dans des pays comme le Chili ou l'URSS, dans l'émission que vous avez coupée, le journaliste, de sa propre initiative, nous avait demandé de parler de l'Afrique. Nous avons dénoncé des violations au Maroc, en Guinée et, dans une moindre mesure, au Bénin. Nous souhaiterions savoir si le fait de parler de ces pays avec lesquels la France ou bien entretient des relations de coopération étroites ou reprend des relations longtemps souhaitées, intervient pour quelque chose dans votre décision ? Si tel était le cas, ceci nous apparaîtrait un fait fort grave, car en effet pour Amnesty International, il n'existe pas deux poids, deux mesures ; et en matière de respect du droit et de l'individu, il appartient d'être encore plus exigeants

avec nos amis qu'avec d'autres...»

Parions que, sur ce point, la réponse de Monsieur Cazeneuve sera négative : la liberté de la presse, en démocratie bourgeoise, a de ces limites.

«Le troisième et dernier propos de ma lettre s'impose désormais et consiste à vous demander d'aider l'information objective des téléspectateurs français en nous permettant avec un temps d'antenne suffisamment long, de participer à une émission contradictoire avec des magistrats ayant prononcé des jugements dans des conditions que nous récusons, des avocats commis d'office ou plaquant dans des tribunaux militaires, des membres de la police chargés d'interrogatoires, des responsables de l'administration pénitentiaire de pays où nous dénonçons de graves violations...»

Nucléaire

IL FAUT ARRÊTER FESSEINHEIM

La décision du tribunal administratif de Freiburg d'interdire, après plus de deux ans de lutte menée par les «Bürger-initiativen» et la population des deux rives du Rhin, la construction de la centrale nucléaire de Wyhl, revêt une grande importance : tout d'abord, par ce que reconnaissent officiellement les attendus du jugement :

- les normes de sécurité prévues par les textes réglementaires allemands, sont totalement insuffisantes ; elles correspondent plus à des seuils de rentabilité qu'à des seuils de sécurité.

- une explosion de la cuve du réacteur est possible : une telle explosion serait véritablement catastrophique : il faudrait compter avec une mortalité de 90% dans un rayon de 5 km, et des conséquences d'une gravité certaine, mais d'une ampleur imprévisible dans un rayon de 80 km.

D'autre part, le tribunal a estimé que le permis de construire délivré par le gouvernement du Bade-Wurtemberg à la société «Kernkraftwerk-Süd» était illégal, puisqu'il passait outre au droit des communes et

des paysans à disposer de leurs terres.

Les conséquences de ce jugement seront, à coup sûr considérables en Allemagne, ou les «Bürgerinitiativen» pourront s'appuyer sur ses conclusions pour continuer d'enrayer le programme d'équipements nucléaires du gouvernement fédéral déjà fort ralenti. Les conséquences seront également considérables en France et plus particulièrement en Alsace où la centrale de Fessenheim constitue une menace aussi bien pour les Badois, (et dans une certaine mesure les Suisses), que pour les Alsaciens. Si on considère les attendus du jugement pour Wyhl et si l'on sait que les normes de sécurité françaises sont bien inférieures aux normes allemandes, (enceintes de béton moitié moins résistantes, enceintes en acier six fois moins résistantes, rejet de radioactivité autorisé seize fois supérieur), le souci élémentaire de protection de la population exige que Fessenheim soit arrêté immédiatement.

Arrêt immédiat de la centrale de Fessenheim !

Pas de centrale à Gerstein-Erstein, ni nulle part ailleurs en Alsace ! La lutte continue.

Thierry WALKER

IMPETURBABLE

«Quels que soient les résultats de ces élections, les problèmes doivent être traités. La politique du gouvernement sera maintenue et sera appliquée au cours de mois qui viennent, comme il a été décidé de l'appliquer. C'est encore un commentaire du premier ministre à la suite du scrutin de dimanche dernier. Autrement dit, comme on pouvait bien le prévoir, Barre déclare : Français, vous avez voté pour rien. La politique de bas salaires et de chômage sera systématiquement poursuivie. A moins qu'un barrage un peu plus solide que les bulletins de vote ne vienne se dresser devant elle.

LUTTES OUVRIÈRES

À Général Motors (Strasbourg)

GENERALISATION DU TRAVAIL EN EQUIPE

La direction de la CGT : «L'absentéisme va encore augmenter».

Général Motors à Strasbourg se porte bien : la production de boîtes de vitesses augmente et de nouvelles productions commencent, comme celles des carburateurs et des convertisseurs. L'aide du gouvernement ne fait pas défaut puisque récemment, l'État français a versé 600 millions d'aide à l'investissement. Pour les travailleurs cette

expansion se concrétise par une exploitation accrue : augmentation des cadences et dégradation des conditions de travail. Lundi dernier, à 10 heures, six ouvriers avaient déjà été envoyés à l'hôpital ; par ailleurs, il est prévu de passer en deux équipes prochainement et de modifier les horaires de travail.

Actuellement l'équipe du matin travaille de 6 heures à 14 h 30 dont une demie heure de repas non payée ; celle d'après midi de 14 h 30 à 23 heures. Comme il est prévu d'embaucher de nombreuses femmes qui travaillaient aussi l'après-midi, la direction, pour des raisons relatives à la législation du travail, doit faire cesser le travail de l'équipe d'après midi à 22 heures. Pour y parvenir, elle veut faire commencer l'équipe du matin à 5 heures à partir du 12 avril prochain. Le passage généralisé en équipe et la fixation du début du poste du matin à 5 heures ont soulevé la colère générale dans les ateliers, car cela nous fait lever entre trois et quatre heures du matin. La CFDT vient de sortir un tract qui dénonce cette dégradation des conditions de travail car ce nouvel

horaire outre l'accroissement de la fatigue, empêchera désormais les ouvriers d'avoir une vie familiale un tant soit peu correcte.

«CALMEZ VOUS»
DÉCLARE LA DIRECTION
DE LA CGT AUX
OUVRIERS

Face à ce nouveau sale coup de la direction, de nombreux ouvriers sont allés voir des délégués pour engager la riposte. A ceux là, il fut répondu en particulier par un délégué CGT «Qu'est-ce que tu veux faire, tu es le seul à raler». Ceci n'empêcha pas ces délégués de sortir une affiche quelques heures plus tard où ils disent : «qu'il est compréhensible que la décision de la direction provoque un malaise parmi les salariés mais qu'il faut

garder son calme et que le représentant du personnel (souligné en rouge pour ceux qui l'auraient oublié) s'occupe de l'affaire». Mais le comble, cela a été la publication d'une nouvelle affiche par la CGT «s'opposant» évidemment aux décisions de la direction pour les raisons suivantes : «Le passage en équipe provoquera plus d'accidents (ce qui est juste). Cette mesure est néfaste car elle va entraîner une détérioration des rapports entre la maîtrise et les ouvriers du fait de la nervosité accrue des ouvriers». En outre «cette décision accroîtra encore l'absentéisme». Décidément ces messieurs se voient déjà gérer la Général Motors ! Le fait que la vie familiale sera détruite est une conséquence qui ne sera inscrite qu'en quatrième lieu !

Les propositions d'action sont évidemment de la même eau puisque la CGT réclame une réunion au plus haut niveau alors que ces mesures ont été annoncées au comité d'entreprise. Elle propose d'écrire à Stolérü qui d'ailleurs a été traité de valet des capitalistes quelques jours avant afin d'alerter la presse. Aux dernières nouvelles, Dalbourg valet de la direction n'a pas tremblé face à ces menaces et les ouvriers préparent une riposte efficace. Laissons la conclusion à un jeune ouvrier qui nous dira «que ce n'était vraiment pas la peine de voter pour la gauche, soutenue à fond par la CGT pour choisir de nouveaux patrons qui vont s'occuper de lutter contre l'absentéisme».

Correspondant Strasbourg

À Beneto (Béthune)

Expédié de Paris Un commando de nervis attaque les grévistes

Beneto, à Béthune, dans le département du Pas-de-Calais peut être considéré comme une entreprise de taille assez importante puisque jusqu'à la fin janvier, environ 350 ouvriers y étaient embauchés. Jusqu'à la fin janvier seulement puisque quelques jours après, au début du mois suivant, la direction décidait de réduire quelque peu ses frais. Pour cela elle choisissait de supprimer complètement la paie de tous les ouvriers ? Ceux-ci évidemment ne purent que décider de se mettre en grève pour une durée illimitée et d'occuper les ateliers, dans lesquels étaient fabriqués depuis plusieurs années du gros outillage mécanique (ainsi des foreuses...). Début février, ce sera alors le lock-out... que les travailleurs refuseront, continuant l'occupation avec piquet de grève permanent. La direction fera alors appel au tribunal qui ordonnera... le paiement des salaires... mais aussi l'évacuation ! Accepter ces deux décisions (contradictoires qu'en apparence), revenait bien évidemment à laisser tomber le moyen de pression nécessaire au

paiement effectif des salaires de janvier et février ! C'est ce qu'on compris les ouvriers qui décideront à nouveau de continuer l'occupation.

C'est alors que la manœuvre violente est arrivée : avant-hier, 40 nervis venus à l'appel du patron tout spécialement venu de Paris et armés de pioches et de manches de pioche, ont attaqué les travailleurs, deux d'entre eux ont été blessés et sont ressortis de l'hôpital avec des contusions multiples.

Les flics sont alors intervenus pour déloger le commando... et les travailleurs.

Comme la décision du tribunal, la direction depuis quelque temps voudrait faire croire qu'elle est impartiale !

Face à la répression patronale, les travailleurs ont répliqué de la seule manière possible : ils ont décidé de réoccuper les locaux et de reconstituer en le renforçant le piquet devant les grilles. Grève jusqu'à la satisfaction totale des revendications ! Soutenons activement les ouvriers de Beneto !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nucléaire

COUP D'ARRÊT À LA CENTRALE DE WYHL

Le programme nucléaire allemand bat de l'aile

Saisi en recours par les militants anti-nucléaires allemands, le tribunal administratif de Fribourg-en-Brigau a décidé lundi d'interdire la construction de la centrale nucléaire de Wyhl, dont le site prévu se trouve sur le bord du Rhin en face de Colmar. Le gouvernement du Land est de surcroît condamné à supporter les frais du procès qui l'opposait aux écologistes.

C'est le 19 juillet 73 que le gouvernement d'Allemagne fédérale décidait de choisir le site de Wyhl, dans le Kaiserstuhl, pour installer une centrale nucléaire d'une puissance de 1 300 mégawatt. Wyhl est un petit bourg situé en plein pays viticole. Il devient vite le centre de la résistance au programme électronucléaire gouvernemental.

TRENTE VILLAGES MOBILISÉS

La décision d'implanter une centrale a été prise sans qu'aucune consultation de la population n'ait été faite. Les pétitions s'organisent et se multiplient très rapidement. Malgré cela, le gouvernement de Stuttgart décide d'accorder le 27 janvier les premières autorisations de construire. Le comité d'Action antinucléaire décide de porter plainte. Mais cela ne suffit pas à arrêter les autorités. Les vigneronns de la montagne et les écologistes décident alors d'occuper le site. Le site est évacué une première fois par la police le 22 février 75. Le site est immédiatement réoccupé. Trente villages sont mobilisés pour assurer la défense du site, des tours de rôle sont organisés. Finalement, les occupants acceptent de lever l'occupation en échange de l'engagement du pouvoir de suspendre les travaux tant

que le tribunal n'aura pas tranché sur le fond.

Le procès s'est effectué sous la forme d'un «procès public». Les juges ont passé de longues semaines sur place et ont entendu les deux parties : d'un côté, les ingénieurs de la Badenwerk, responsable des travaux, et de l'autre les élus, les paysans et les écologistes. Pendant le même temps, le mouvement antinucléaire a gagné de la force et de la vigueur en Allemagne. Des manifestations ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de protestataires, contre l'usine de retraitement des déchets nucléaires de Gorleben en Basse Saxe, contre le projet de construction d'une centrale à Brock-

dorf dans le Schleswig Holstein.

LE RECU DU GOUVERNEMENT

Face au développement d'une telle opposition, le gouvernement ouest-allemand a réagi de deux façons. Il a essayé d'abord d'enrayer le mouvement par la manière forte. On se souvient des milliers de fiocs envoyés contre les manifestants de Brockdorf, des cas de répression politique individuels, etc... Mais, gêné par l'ampleur du mouvement qui le prenait à défaut et risquait de perturber un «ordre social» et économique que Schmidt s'emploie à défendre avec la vigueur fascisante que l'on connaît, le gouvernement allemand a été obligé d'entamer un recul. Il a commencé une nouvelle rédaction du programme énergétique qui prévoit pour 1985 moitié moins de centrales nucléaires que ce qui était prévu initialement.

La décision du tribunal de Fribourg constitue un obstacle d'importance à la mise en œuvre de ce programme même réduit. En déclarant : «Les risques d'accident, même s'ils sont restreints, ne peuvent être ignorés ou minimisés. Les conséquences pourraient être une catastrophe nationale» et en décidant de stopper la construction : «Tant qu'aucune solution convenable n'aura été trouvée pour recycler ou stocker les déchets radio-actifs», le tribunal a créé un précédent dont la population et les écologistes vont se saisir contre Brockdorf et tout le programme, un précédent d'importance même en ce qui concerne le programme français d'Outre Rhin. Certes, le gouvernement allemand vient d'interjeter appel de l'arrêt de Fribourg-en-Brigau, mais d'ici à ce qu'il obtienne un nouvel arrêt, la situation sera encore plus difficile pour lui...

Pierre Pujol



Les manifestations contre le programme nucléaire allemand prennent de plus en plus d'ampleur, comme ici à Brockdorf en octobre 76.

IL MEURT ÉLECTROCUTÉ EN... TOUCHANT UNE MACHINE !

Un ouvrier de 28 ans père de deux enfants, est mort dimanche dernier au travail. Daniel Richard a été électrocuté au laboratoire des Papeteries Darbly à Corbeil (Essonne) en touchant simplement une machine ! Les conditions de travail et de sécurité se sont dégradées gravement aux Papeteries. L'effectif est passé de 1 000 ouvriers à 600 et 250 licenciements sont encore prévus. Les machines pendant le même temps ne sont pas entretenues et deviennent de plus en plus dangereuses. Certaines, comme celle qui a tué Daniel Richard, sont même à moitié démontées !

Face à cet assassinat patronal, les ouvriers sont pris d'une juste colère. Jeudi prochain, pour l'enterrement de leur camarade et pour lui rendre un hommage militant ils feront une journée de grève.

VERS 800 MÉDICAMENTS MOINS REMBOURSÉS

Remisant son projet initial qui était de supprimer le remboursement de 400 médicaments (dits de «confort»), le gouvernement s'apprête à prendre une mesure qui, si elle est moins spectaculaire, est encore plus grave : réduire la part de remboursement sur 800 médicaments. Pourquoi le pouvoir s'oriente-t-il dans cette direction ? La commission «Coudurier» qui délivre les autorisations de remboursement pour les nouveaux médicaments avait fait remarquer que la première mesure risquait être «un coup d'épée dans l'eau», si les assurés, comme on devait s'y attendre, se retournaient à la place vers des médicaments remboursés, voire plus chers. D'où annulation des économies prévues par la Sécurité Sociale... La nouvelle mesure permettra difficilement de trouver un «remplaçant» à un médicament de la liste, donc atteindra à coup sûr le budget et l'état de santé des travailleurs. Un avant goût de ce qu'on nous prépare sur la sécurité sociale !

MGR LEFEBVRE-PAUL VI BATAILLE DE DEVISES ?

Paul VI a décidé d'enregistrer la messe en latin. Une subtile manœuvre pour tenter d'arracher les traditionalistes à la coupe de Mgr Lefebvre. Un Mgr Lefebvre que la presse italienne accuse d'être soutenu grâce aux marks distribués par certains industriels ouest-allemands... Un reproche que Paul VI serait bien mal en point de faire lui-même, quand on connaît la puissance financière du Vatican. On pourrait même faire remarquer que pour une fois Rome a fait école chez les intégristes. Alors bataille de rites ou de marchés ?

APRÈS LA CONDAMNATION DU SOUS-DIRECTEUR DE L'HÔPITAL DE TOURS DANS LE PROCÈS ÉRIC BURMANN TÉMOIGNAGE DE M. SERGE JOLY

A la suite de la plainte déposée par Eric Burmann pour détention illégale dans le service psychiatrique du Pr. Sizaret, le Tribunal Correctionnel de Tours a condamné Mr. Petitot sous directeur de l'hôpital a une amende de 2 000 F et de 3 000 F de dommages et intérêts envers Eric Burmann. La condamnation d'un responsable est un fait important et une victoire pour tous ceux qui luttent contre les détentions arbitraires dans les asiles psychiatriques. Elle doit faire jurisprudence et engager toutes les victimes de procédures abusives d'internement à poursuivre les responsables d'hôpitaux. Suite à l'audience de Tours, le Groupe Information Asile (qui vient de faire paraître un très bon dossier intitulé «La psychiatrie devant les tribunaux») a reçu un témoignage d'une autre victime de la psychiatrie carcérale, M. Joly enfermé lui aussi par le Dr. Sizaret. Nous reproduisons ce témoignage qui ne manquera pas de révolter.

Nous sommes au début de 1954. J'ai 14 ans. Mes parents veulent se débarrasser de moi car j'ai fait une petite fugue. A l'époque, mon père est cheminot.

On m'emmène un jour passer une radio chez le Dr. Renaud à Tours. Puis, avec sa complicité, mes parents me disent : «On va

repasser une radio à l'hôpital».

Nous allons à l'hôpital, service du Dr. Sizaret. Nous rentrons sous le porche, dans la cour. Puis, devant le bureau de Sizaret, mes parents me disent : «On t'attend dehors». Mais un infirmier vient me conduire ; et comme je me voyais avec beaucoup de gens au bout

d'une heure, j'ai compris que mes parents m'avaient abandonné chez Sizaret.

Je me mets à crier que je veux sortir. On me «calme». Je recommence. On me met la camisole et on me transfère à la 3^e section. Là, on me dit : «Si tu ne restes pas tranquille, on va te faire voir quelque chose ; et tu verras, ça te calmera».

On me fit voir un malade attaché sur un lit. On lui mit des électrodes partout sur le ventre, sur le bas du ventre. Les infirmiers mirent le courant doucement, puis un peu plus fort et enfin très fort. Ils s'en faisaient une grande joie. Je me suis donc calmé et j'avais toujours la camisole de force.

Les jours passent. On me demande si je veux travailler dans le jardin. Je dis oui. Et le mois passe et je suis toujours là.

Le Dr. Renaud venait me voir une fois par semaine nous voir car il était en cheville avec Sizaret pour faire interner des gens. Je me rappelle. Cela faisait 2

mois que j'étais interné. Renaud vient nous voir. Je le traite de «grosse vache» (je vous signale qu'il pesait 120 kg ; actuellement, il est toujours aussi gros). Pour cela : 3 mois de camisole de force jours et nuits. Aux repas, l'infirmier Jules me détache un bras pour manger. Les autres ne me détachaient même pas et mangeaient les plats qui m'étaient destinés.

Un jour, j'avais des boutons sur le dos. Je demande durant tout un mois à passer une radio. On me l'accepte. Mais dans l'intervalle, l'infirmier Jules m'avait conseillé d'écrire à M. René COTY, le Président de la République. Il m'a fait un brouillon que j'ai recopié et j'ai réussi, en allant passer la radio, à voir un couvreur qui était sur le toit et que je connaissais bien. Il a tout de suite compris lorsqu'il a vu ma lettre épinglée dans mon dos à ma camisole. Je signalé qu'après mes 3 mois de camisole, celle-ci m'avait été

enlevée ; mais pour une semaine seulement. On me l'avait ensuite remise puis à nouveau ôtée. Vue la réponse de M. René Coty, Sizaret m'a fait appelé pour me dire : «Troisième section et camisole de force...»

Les jours passent. Et les mois. Et un beau matin vers 10h, je vois une femme me regarder à travers les vitres de la 3^e section. J'étais dans la cour, toujours avec la camisole de force. Je vois arriver des infirmiers sur moi à une vitesse record. L'un d'entre eux m'enlève la camisole et la cache sous sa blouse.

Puis on m'appelle au parloir de la 3^e section. Là, il y avait une femme et le Dr. Sizaret. La femme me dit : «Je suis Mme Vignolles assistante sociale de la Sauvegarde de l'Enfance du Palais de Justice. Le Parquet m'envoie sur la demande de M. René Coty pour faire une enquête au sujet de votre internement et du traitement que vous subissez du Dr. Sizaret». Ils se

disputent. On en vient à la camisole de force. Et elle dit à Sizaret : «Faites moi venir cet infirmier». Il vient, toujours en ne se pressant pas. Elle lui ouvre sa blouse. Et tombe la camisole de force que Sizaret venait de lui dire que je n'avais pas.

Elle lui dit : «Je suis venue par surprise et j'ai vu M. Joly avec la camisole». Sizaret lui dit qu'elle n'avait pas le droit de rentrer sans prévenir [...]

Un matin, à 10h, je me souviens, Mme Vignolles est venue me chercher et m'a dit : «Je vous ai trouvé une place dans une famille, dans une ferme à Ouzelly dans la Vienne [...]».

Ensuite, je suis parti travailler à Paris. Voilà mon calvaire passé chez Sizaret. Je fais actuellement des démarches avec Mme Vignolles pour certifier mes dires et avoir les papiers du Parquet de Tours.

SERGE JOLY
37, Bd Jean Jaurès
37 700 St Pierre des corps

INTERNATIONAL

nouvelles
d'AllemagneREMOUS AU SUJET
DE L'AFFAIRE TRAUBE

Après avoir été rendue publique par «Der Spiegel», l'affaire du savant atomiste Traube a, pendant plus d'une semaine, figuré à la une des journaux allemands où elle occupé encore une place importante. Pourquoi tant de remous ?

Plus que l'affaire Traube elle-même, tant les partis que la presse bourgeoise se montrent préoccupés par la portée politique du comportement des services allemands de renseignements qui n'en sont certainement pas à leur coup d'essai. De quoi s'agit-il ? Les services de renseignements ont posé des micros dans la maison de Traube peu après l'attentat contre la conférence de l'OPEP à Vienne en décembre 1975 car y était impliqué un anarchiste que Traube avait rencontré plusieurs fois.

En s'inquiétant du fait que cette action se trouve en contradiction avec le droit fondamental à «l'inviolabilité du domicile», une partie de la presse bourgeoise attaque directement les responsables de l'affaire ; elle vise donc en premier lieu le ministre de l'intérieur Maihofer de qui dépendent les services de renseignements. Le trouble jeté au sein du gouvernement ne saurait être plus grand : faut-il justifier Maihofer ou s'en distancer ?

Alors que l'affaire commence à se tasser le gouvernement ayant déclaré qu'il n'avait «aucune raison de critiquer M. Maihofer» et l'opposition chrétienne-démocrate s'étant, dès le début, montré plutôt favorable à l'entreprise des services de renseignements- Maihofer lui-même rajoute à la confusion générale : alors qu'il avait déclaré de n'avoir été informé de la pose des micros que 15 jours après, il soutient maintenant qu'il a, dès septembre 1975, donné l'autorisation de surveiller Traube, c'est-à-dire trois mois avant l'attentat contre la conférence de l'OPEP ! Or, c'est cet attentat qui devait justifier les mesures prises afin de prévenir «un danger pressant pour l'ordre public».

L'affaire Traube de même que les hésitations et contradictions qu'elle provoque au sein de la bourgeoisie ouest-allemande révèlent combien celle-ci est indécise : jusqu'à quelle limite doit-elle s'en tenir aux règles du jeu de «l'État de droit» ? Les dispositions constitutionnelles suffisent-elles à protéger l'État contre ses ennemis (contre le savant atomiste aussi bien que contre ceux qui contestent l'ordre établi ?) Si elles ne suffisent pas, peut-on les outrepasser en invoquant un «état d'urgence non prévu par la loi» ? Selon la Frankfurter Allgemeine Zeitung, s'en référer à un état d'urgence non prévu par la loi ne saurait être qu'un expédient. «Une loi explicite serait plus conforme à la notion d'État de droit».

GRÈVE DANS
LA FONCTION PUBLIQUE

Pour imposer leurs revendications dans les négociations tarifaires en cours, des dizaines de milliers de travailleurs et employés de la fonction publique ont fait grève ces dernières semaines. Ils ont ainsi fait preuve de leur volonté de lutter contre les réductions du salaire réel, les restructurations capitalistes, la restriction de leurs droits politiques. Réaction du gouvernement : des menaces ouvertes. En rappelant que les grèves dans la fonction publique sont illégales, le ministre de l'intérieur, Maihofer a essayé d'intimider les travailleurs. Si elles n'ont pas eu de succès -les travailleurs ont continué leurs grèves d'avertissement- ces menaces démontrent quand même le peu de droits des travailleurs et employés de la fonction publique ; selon le Code Pénal allemand, faire grève dans des secteurs tels que les PTT, les chemins de fer, les transports en commun, l'électricité et le gaz et dans «d'autres domaines d'importance vitale pour la population» représente un «sabotage anticonstitutionnel».

RENFORCEMENT DE
L'APPAREIL RÉPRESSIF

Le gouvernement fédéral a publié son projet de budget pour 1977. Les dépenses d'armement et de recherche militaire y occupent toujours une place très importante. Celles destinées au renforcement de l'appareil répressif augmentent une nouvelle fois : des millions de DM sont consacrés à la police et au corps armé des garde-frontières, aux services de renseignements, à l'appareil judiciaire et administratif. D'autre part, les dépenses sociales, déjà très modestes, diminuent encore tout comme les dépenses pour l'enseignement et la recherche scientifique.

Anné RHEINE

LE PRÉFET INTERDIT UN MARIAGE
QUE SE PASSE-T-IL A
St LAURENT DU MARONI?

En juillet 75, munie d'un passeport régulièrement visé Salima Adjali, de nationalité algérienne, compagne depuis plus de 7 ans du patriote guyanais Alain Michel, vient le rejoindre en Guyane.

Le 2 septembre, elle écrit au préfet pour obtenir un certificat de résidence en Guyane. Sans réponse, elle

renouvelle sa demande le 24 septembre : le préfet s'y oppose. Pendant cette même période, Salima avait fait une demande d'autorisation de mariage sans obtenir non plus de réponse. Alain Michel réitère la demande, le préfet reste muet. Aucun motif n'est avancé pour justifier ce refus. Sur intervention de l'UTG, le préfet

indiquera : «Vous direz à M. Alain Michel que c'est moi qui m'oppose personnellement à son mariage».

Le 20 novembre, il prend un arrêté d'expulsion contre Salima. De plus, hospitalisée et opérée d'urgence, dans un état de grande faiblesse, elle se voit refuser de rester le temps de convalescence ; on lui précise qu'elle sera

expulsée manu militari dès sa sortie de l'hôpital.

En frappant Salima, c'est Alain Michel, responsable de l'UTG et de l'action patriotique l'on veut atteindre. D'autres militants et parmi eux le dirigeant connu du mouvement «boni» sont également touchés par la répression et leur emploi est menacé.

Depuis trois ans, l'Union des Travailleurs Guyanais s'est implantée à Saint Laurent du Maroni, la seconde ville de la Guyane et où se trouve confrontée à un prolétariat jeune, inexpérimenté, et relativement nombreux. L'UGT avait adopté

A Papaïstou, situé environ à 90 kms de St Laurent, il y a eu des heurts entre partisans du colonialisme, et les jeunes indépendantistes. Cela a permis de renforcer le mouvement dans cette région, où l'union a été établie avec les militants de l'UTG de St Laurent.

En novembre 76, un responsable syndical de St Laurent, de nationalité saint-lucienne, qui avait été expulsé, bien que vivant depuis 40 ans en Guyane, lors de la vague de répression de 74, était revenu à St Laurent. La gendarmerie l'arrêta, et l'emprisonna. Ce fut l'UTG qui organisa sa défense. Le procès a été gagné : le camarade est libre et ne peut plus être expulsé.

UN MOUVEMENT
ANTI-COLONIAL
QUI S'ORGANISE

Dernièrement s'est constitué un mouvement anti-colonialiste, sur le Maroni, et ce mouvement est dynamique : il s'agit pour eux, de renverser en premier lieu le chef traditionnel (le grand man) vendu à l'administration coloniale française et de combattre cette dernière. Récemment, l'administration a essayé de faire pression, par divers moyens, sur le mouvement, mais en vain.

menacé de faire grève et sont entrés en profond conflit avec leur patron : les sœurs franciscaines de Marie. La préfecture est intervenue, et a réduit les heures de travail. Le mouvement boni a gagné. Le village d'Apatou aussi, situé à environ 30 kms de St Laurent, Papaïstou comme Apatou ne sont reliés à St Laurent que par le fleuve. Jusqu'à présent, il n'y avait jamais eu de protestation de cette force à Apatou ni à Papaïstou. L'administration coloniale sait que cette partie de la Guyane est vitale pour elle.

LE PLUS FORT
POURCENTAGE
D'OUVRIERS

Cette région a le plus fort pourcentage d'ouvriers travaillant dans les usines de bois ou les forêts ; ce qui explique en partie le début de prise de conscience. A 40 kms de St Laurent, Apovisna,

en plein forêt est relié à St Laurent, se trouve une des plus importantes mines d'or. Malgré les menaces les ouvriers se sont syndiqués, et prennent contact avec l'UTG lorsqu'ils sont en permission. La région du Maroni est une région qui fournit beaucoup de provisions (légumes et fruits) à Cayenne, la capitale. Pour toutes ces raisons, l'administration coloniale a choisi le coup d'arrêt au travail militant entrepris. Déjà, elle avait tenté de le faire en 1974, avec un procès devant la cour de Sécurité de l'État, et ça s'est terminé par un non-lieu.

Aujourd'hui, elle tente à nouveau de briser le mouvement en s'en prenant à Alain Michel. L'administration coloniale française cherche à le chasser de Saint Laurent, comme responsable de l'UTG et de l'action patriotique.

Correspondance
Union des Étudiants
Guyanais

IL N'Y A JAMAIS
EU DE DÉPORTATION DE
CETTE FORCE

Dernièrement, aussi, les Bonis travaillant au dispensaire d'Apatou, ont

Les municipales dans les colonies

ENTRE 30 ET 55 % D'ABSTENTIONS

VINGT BLINDÉS
DANS UN BUREAU DE VOTE
EN GUADELOUPE

Après les campagnes électorales à coups de fusil menées par le Parti de Debré à La Réunion, ce sont les blindés qui sont intervenus à Saint-Anne en Guadeloupe pour faire pencher la balance en faveur de la majorité : l'annonce des résultats favorables au PCG qui prône l'autonomie, les gros bras électoraux du RPR se sont déchainés et ont incendié les bureaux de vote. L'administration demandait alors l'annulation des élections et envoyait vingt blindés au bureau central de vote.

Les résultats électoraux, dans toutes les colonies montrent celles-ci très loin des débats que la bourgeoisie et notamment la gauche veut leur imposer ; l'abstention se maintient à un haut niveau, la différence et l'avantage d'un colonialisme de gauche sur un colonialisme de droite ne parait pas



Les forces de répression de l'impérialisme français ne reculent devant rien pour faire taire le peuple guadeloupéen. Ici un CRS armé d'un rasoir.

être très sensible. A La Réunion, à Saint-Denis, il y a eu 15 000 abstentions pour 40 000 inscrits soit plus

de 30 %, c'est le chiffre qui domine dans toutes les villes de l'île, la plus large participation étant enregist-

trée à Saint-Louis : 12 000 votants pour 17 000 inscrits.

Il en est de même à la Guadeloupe où les abstentions frôlent les 50 %. A Basse Terre où les sottises criminelles de Stirn ont ruiné la population 3 700 personnes ont voté sur 8 500 inscrits ; le PC est réélu avec 2 500 voix ! Dans les villes, les sortants sont retournés dans leur fauteuil.

A La Martinique, Césaire, autonomiste, est réélu à Fort de France avec 2 200 voix sur 30 000 exprimés et 49 000 inscrits. A Sainte-Marie, il y a eu plus de 40 % d'abstentions.

En Guyane, Heder est réélu à Cayenne avec 3 400 voix sur 11 000 inscrits et 5 200 exprimés. En Nouvelle-Calédonie, il y a en 40 % d'abstentions. Dans aucune de ces colonies des candidats indépendantistes ne se présentaient à nouveau.

DES ARRESTATIONS BIEN TARDIVES

Les révélations après les arrestations de la fin de la semaine dernière sur l'identité des tueurs d'Atocha, et vraisemblablement les assassinats organisés par la prétendue Action Apostolique anti-communiste, ne laissent aucune doute sur la responsabilité des franquistes, dont une frange d'entre eux est en train de payer.

Mais elles ne laissent pas de doute non plus sur le fait que les arrestations de tueurs étrangers-argentins et italiens étaient diversion ; qui a voulu ainsi détourner l'attention vers le menu fretin pour protéger les gros poissons ? Est-il aujourd'hui envisageable sérieusement que la plupart des caciques du franquisme et des institutions n'aient pas participé à des crimes qui mettent en cause à la fois un chef du syndicat vertical et un parti ?

Il y a un mois que l'assassin d'un manifestant a été reconnu comme étant du parti Fuerza Nueva, il y a plusieurs semaines que Fuerza Nueva s'est fait prendre une fabrique d'armes.

Il est impossible que les véritables auteurs des attentats n'aient pas été connus dès les premiers jours, sinon les premières heures après leur exécution. Pourquoi sont-ils arrêtés aujourd'hui ? Pour faire bonne mesure après la déception causée après les mesures d'indulto de la semaine dernière ? Pour faire croire qu'on fait amende honorable, que le régime se débarrasse de ses compagnons les plus fascistes ? C'est se donner le vernis démocratique à peu de frais, car si les arrestations ne se poursuivent pas plus loin on saura maintenant que Juan Carlos garde dans sa manche une garde prétorienne toujours prête à s'attaquer aux travailleurs.

G. Carrat

● **INDONÉSIE : DES ARMES AMÉRICAINES** seront commandées par l'Indonésie à l'Ouest « Nous avons commandé des navires de guerre des Pays Bas et d'autres armes du Mexique... peut être des armes lourdes américaines suivront » a déclaré le ministre des affaires étrangères Malik.

● **LAOS : LE ROI ACCUSÉ de complot** : « Des plans de l'ancien roi et des réactionnaires visant à renverser la République Populaire Démocratique lao afin de reprendre le pouvoir, a été découvert » ont déclaré les autorités Lao.

Espagne

LES TUEURS D'ATOCHA : LE SYNDICAT FASCISTE ET LE PARTI FUERZA NUEVA

Les responsables de la fusillade d'Atocha, au cours de laquelle cinq avocats de travailleurs avaient été fusillés contre un mur de leur étude, ont été conduits au poste de police. Ce sont les franquistes et les institutions franquistes qui en sont responsables.

Selon la police, le chef du syndicat vertical des transports de Madrid avait loué des tueurs pour assassiner le chef des commissions ouvrières des transports de Madrid qui dirigeait une grève. Le chef de la police assure qu'ils pensaient pouvoir trouver le syndicaliste au cabinet de la rue Atocha, et qu'ils ont tué les avocats à sa place « peut être à cause de la nervosité »,

précise-t-il !

Les tueurs étaient des membres du parti Fuerza Nueva (forces nouvelles), dont le chef Blas Pinar, notaire à Madrid, avait été nommé aux Cortès par Franco. Il a été convoqué à la police mardi.

Il est étonnant qu'il n'ait pas encore été jeté en prison : le parti des forces nouvelles était justement le propriétaire de la fabrique d'armes clandestine découverte il y a quelques dizaines de jours. C'est également un militant des forces nouvelles qui a été identifié comme le responsable de l'assassinat d'un manifestant en pleine rue, le jour même du massacre d'Atocha.

Manifestation et grèves au Pays Basque

Arestizabal, le crâne fracturé par une balle en caoutchouc de la police espagnole est mort à l'hôpital des suites de ses blessures. Il a été blessé samedi à Saint Sébastien au cours d'une manifestation pour l'amnistie réelle. Hier, la grève générale était déclenchée dans tout le Pays Basque.

Son enterrement a eu lieu hier à Saint Sébastien, alors que la grève était générale dans la province de Guipuzcoa.

Au pays basque, on ne sort pas la nuit parce que les carabiniers organisent des barrages et tirent facilement. Tout le week-end dernier, les manifestations ont été réprimées avec la plus grande brutalité. C'est à Zarauz que les plus graves attaques ont été organisées : les policiers tiraient à balles réelles contre les manifestants, en direction des fenêtres des maisons. Les bars étaient vidés à coup de crosses et de matraques. De 20 h à minuit, les affrontements se sont prolongés au centre de la ville. Un jeune ouvrier était blessé par balles. A la sortie d'un concert populaire les gardes civiles ont chargé, des rafales de mitraillettes étaient tirées. Sous la menace, les personnes dont s'emparait la police étaient contraintes de se mettre à genoux sur la route nationale.

Malgré cet état d'exception qui frappe tout un peuple, le PCE, le PSOE et la démocratie chrétienne basque ont condamné indistinctement la mort des deux membres de l'ETA et celle du garde civil tué à Mondragon. Dans un communiqué commun publié dimanche ils appellent à la « sérénité » face aux « tentatives de provocation ».

Turquie-URSS

BREJNEV FORCE LA MAIN AU GOUVERNEMENT TURC

La presse soviétique se répand en articles enthousiastes pour la visite du ministre des affaires étrangères turc à Moscou. L'aide généreuse de l'URSS est exaltée à cette occasion. Récemment, le ministre soviétique du commerce extérieur avertissait la Turquie qu'elle devrait faire preuve de bonne volonté sinon l'URSS qui dispose de 15% des exportations de certains produits agricoles turcs irait s'approvisionner ailleurs causant ainsi un grave préjudice à l'économie turque. Quelle générosité dans le diktat !

La radio répète largement que les conditions sont favorables à un approfondissement et un élargissement de tous les aspects de la coopération Soviété-Turque « grâce à l'aide soviétique » ! Elle appelle à un renforcement des contacts militaires.

Le porte parole du ministre a fait savoir que le

ministre ne signera pas le traité d'amitié qui est en discussion depuis un an ; à Ankara, le gouvernement démentait les commentaires intempestifs de Moscou selon lesquels des achats d'armes soviétiques sont prévus.

Tout le battage fait par Moscou sert directement la tentative de forcer un peu plus la porte de la Turquie, de s'y installer mieux. La Turquie qui refuse d'ouvrir les bases américaines tant que ne lui seront pas livrées les armes promises en échange. Elle se tourne vers l'URSS pour faire contre-poids aux pressions américaines. Mais du même coup, les soviétiques auxquels elle tend la main essaient de s'emparer du bras. En attendant la décision de Carter et après, la Turquie se trouve soumise aux assauts brutaux de l'URSS et aux brutales pressions américaines.

Italie

LES RÉVISIONNISTES ORGANISENT UNE MANIFESTATION DE SOUTIEN À LA POLICE À BOLOGNE

Mercredi, à Bologne, l'union sacrée des partis bourgeois autour de la police doit se réaliser à la demande du PCI. Dans cette ville les policiers ont assassiné la semaine dernière délibérément un étudiant révolutionnaire lors d'une manifestation. Une riposte brutale s'en était suivie à l'échelle nationale, réprimée très violemment, tant à Bologne qu'à Rome. Des

groupes très bien organisés, baptisés « autonomia operaia » (autonomie ouvrière) organisaient le pillage de quelques armureries et harcelaient systématiquement les flics, y compris par balles. Ce sont des actions menées par ces groupes dont se saisissent le PCI et la DC pour attaquer très violemment le mouvement étudiant, interdire les manifestations de rues, or-

donner une répression encore plus brutale par la police, de toute opposition aux mesures d'Andreotti, baptisées « attaque contre la démocratie ». Les arguties infâmes du PCI sont largement contenues dans cet extrait de « L'Unita », qui ignore les assassinats de la police à Bologne pour mieux justifier son soutien à la police.



Dans une rue de Bologne (fief du PCI dimanche soir)

Inde DES ÉLECTIONS TRÈS SERRÉES

Les élections commencent aujourd'hui en Inde et vont durer jusqu'au 20 mars. Indira Gandhi, le premier ministre maintient ce pays peuplé de 650 millions d'habitants sous l'état d'urgence depuis près de deux ans, avec l'approbation de Moscou et le soutien du parti révisionniste indien. Des centaines de syndicalistes, des milliers de travailleurs sont jetés en prison pour des mois entiers, des paysans qui se révoltent, des ouvriers qui font grève sont assassinés.

Mais ces élections auront un enjeu important au sein des classes dominantes indiennes. Le parti du Congrès, au pouvoir depuis l'indépendance de 1947, a été secoué de divisions profondes, notamment à la suite de l'état d'urgence. Indira Gandhi se trouve isolée au sein même du parti dont plusieurs fractions se sont détachées.

● **PAKISTAN : DES AFFRONTEMENTS ont eu lieu entre les manifestants qui protestaient contre la victoire électorale écrasante du premier ministre. A Karachi et à Pushawar la police a chargé très violemment.**

LES ARGUTIES DE L'UNITA

« L'Italie face à une manœuvre complexe, à un plan qui n'a rien de spontané mais dont les centres d'inspiration et d'organisation se tiennent dans l'ombre et peuvent trouver des appuis jusque dans certains secteurs de l'appareil d'État. Le fait que ce plan ait été expérimenté dans une ville comme Bologne ne peut être considéré comme fortuit... L'attaque est manifestation dirigée contre la démocratie et les institutions de la République. Il s'agit d'une manœuvre qui ne peut déboucher que sur une réaction de droite qu'elle que soit son origine. Le recours à la violence armée, au terrorisme aveugle est non seulement étranger à toutes les traditions du mouvement ouvrier mais est destiné à frapper ses conquêtes et à empêcher le développement de la situation politique générale ».

RHODÉSIE

VOYAGE DU MINISTRE ANGLAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le nouveau ministre des affaires étrangères anglais a annoncé qu'il allait effectuer un voyage en Afrique Australe au sujet de la Rhodésie. « Mon but est d'avoir un premier contact avec les parties les plus directement intéressées » a-t-il déclaré en annonçant qu'il n'avait pas l'intention de proposer aucune initiative nouvelle pour débloquer les discussions sur l'indépendance.

LE PARLEMENT AMÉRICAIN VOTE LE BOYCOTT DU CHROME RHODÉSIE

Le Congrès américain a voté l'arrêt des importations de chrome, en abrogeant l'amendement Byrd de 1971 qui autorise les USA à violer le boycott pour lequel ils avaient voté en 1966.

Par ce geste Carter applique les conceptions de la trilatérale qui veulent que les Américains cessent de soutenir ouvertement les régimes racistes.

Mais il prend peu de risques : les USA ont des réserves suffisantes pour 2 ans. Par ailleurs Smith a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de proposer aucune initiative nouvelle pour débloquer les discussions sur l'indépendance.

DANS NOTRE COURRIER

«J'AI ÉTÉ ÉTONNÉ PAR CERTAINS ARTICLES SUR LES PALESTINIENS...»

CAMARADES,

Au cours de mes lectures du QdP j'ai été particulièrement étonné par certains articles sur Israël et les Palestiniens. Mais c'est surtout pour l'article paru le 4 Mars sous le titre : «Propagande sioniste dans les écoles». Une enseignante de l'Eure écrit :

«10ème anniversaire de l'agression sioniste contre les pays arabes». Pourquoi le Quotidien du Peuple ne dénonce pas les régimes quasi-fascistes, de Lybie, de Jordanie, de Syrie, d'Irak et d'Arabie Saoudite. Tous ces pays se

sont faits les avocats des Palestiniens dans le but de museler leur opinion publique et de détourner les masses arabes de leurs revendications.

Il serait souhaitable que les analyses du QdP sur ce

sujet se dégagent d'une vision superficielle pour dénoncer ces pays arabes qui ne se sont servis des Palestiniens que pour mieux s'en débarrasser.

Un lycéen parisien de Terminale.

Le problème de l'État d'Israël est le suivant : il y a 27 ans, il n'existait pas. Sa création a été imposée par le massacre, par l'expulsion de plus d'un million de Palestiniens pour donner les terres aux colons sionistes. Depuis cette date, Israël a imposé quatre guerres dans la région pour étendre sa conquête dont les dernières en date sont les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, le territoire syrien du Golan, le territoire égyptien du Sinaï. Au cours de la guerre du Liban, il a annoncé le «grignotage» du Sud-Liban. Actuellement, la campagne électorale se déroule sur le thème de la consolidation de la colonisation dans les territoires occupés en 1967.

Ainsi, l'État d'Israël puissamment armé par les USA, alimenté par un flot financier continu de même origine, a privé le peuple palestinien de sa terre, l'a chassé de son pays pour une partie, lui impose un régime d'occupation brutal pour l'autre. C'est sur cette base que l'OLP organise la lutte du peuple palestinien pour la destruction de cet État et l'instauration d'une Palestine démocratique et laïque.

L'existence même de l'État d'Israël fait peser également une menace permanente à l'égard des peuples arabes, par les guerres qu'il impose ; par les pressions constantes, c'est un véritable gendarme de l'impérialisme dans la

région. Aussi la lutte du peuple palestinien est à la fois un symbole et le point le plus avancé de la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme. Et c'est contre cette solidarité agissante que les régimes arabes «musèlent» toute opinion publique. La dépendance de ces régimes à l'égard de l'impérialisme US et du social-impérialisme soviétique, est étroitement déterminée par l'existence même de l'État d'Israël, qui les contraint à s'approvisionner en armes. Par ailleurs, Israël sert de moyen de pression constant pour les obliger à se soumettre à la domination des superpuissances. Le soulèvement récent du peuple égyptien contre le régime de Sadate, en remet-

tant en cause les choix économiques du régime et de la bourgeoisie égyptienne, a également remis en cause la politique qui conduit à la trahison à l'égard de la Résistance et du peuple palestinien que représente la reconnaissance de l'État d'Israël. La lutte des peuples arabes pour leur indépendance et pour leur liberté est indissociable de la lutte de libération de la Palestine. C'est dans ce sens que nous avons dénoncé l'agression syrienne au Liban, et les tentatives d'un certain nombre de régimes arabes de contraindre la Résistance Palestinienne de renoncer à son objectif stratégique.

G. CARRAT

Devenez

«ABONNÉ»

AM
PROLONGÉ
JUSQU'AU 15 MARS

Quotidien
du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gëze Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien .. 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

VOM (en capitales)

Nom

Adresse

Ville

La Commune au jour le jour



A partir de demain, un nouveau feuilleton dans le Quotidien. Jour après jour, grâce à des gravures, dessins et à des textes, nous vivrons ce qu'a été la Commune : les débats au sein des quartiers, le rôle politique des femmes, la réflexion idéologique avancée, les mesures importantes qui furent prises, l'ambiance libérée de la ville, malgré les incessants bombardements versaillais ; puis, du-

rant la Semaine Sanglante, la défense héroïque de barricade ; la répression effroyable commandée de Versailles par cet odieux valet de la classe dominante que fut Adolphe Thiers ; et, pour conclure, les acquis de la Commune, le bilan que l'on peut faire actuellement de cette première révolution prolétarienne, de ce premier gouvernement des travailleurs.

SOLIDARITÉ AVEC L'ARGENTINE

Dans le cadre d'une campagne de dénonciation des crimes de la Junta Militaire du Général Videla, le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin (CSLPA) organise, le mercredi 16 mars 1977, à 20 h., une présentation de l'audio visuel «Argentine, un peuple en lutte», ce montage, d'une durée de 45 minutes, sera accompagné de chants et suivi d'un débat. Le comité a préparé des spécialités argentines (empanadas). Toutes les personnes intéressées par l'Argentine sont donc conviées

MERCREDI 16 MARS
AU 28 RUE DUNOIS PARIS 13^e

Participation aux frais : 10 F pour les adhérents, 15 F non adhérents

COMMUNIQUÉ

Un meeting devait se tenir à l'école des Beaux-Arts, jeudi 10 mars à 16 h 30, à l'appel de l'intercomité du Marais et du Groupe Techniciens et Architectes de l'intercomité.

Ce meeting devait permettre :

- 1) d'expliquer l'action
 - Des cinq familles qui occupent depuis 3 semaines des logements laissés vides par la Ville de Paris dans l'îlot Saint Paul 75004 Paris ;
 - Des habitants du Marais regroupés dans l'intercomité du Marais, qui luttent contre les expulsions, la rénovation de luxe et la spéculation.
- 2) De demander un soutien technique aux étudiants architectes, aux enseignants et aux professionnels du bâtiment.

Ce meeting n'a pas pu avoir lieu, une alerte à la bombe ayant été déclenchée à 16 heures sur un appel téléphonique de la Préfecture de Police.

Les habitants regroupés dans l'intercomité présents ont alors décidé de remettre ce meeting au Mercredi 16 mars à 17 heures

UP 6 Amphi 3
Ecole des Beaux-Arts
14 rue Bonaparte 75006 Paris
L'intercomité du Marais

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevot
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

49^e épisode

— Plus que les Espagnols en France? interrompit Emeline.

— Je sais pas. Enfin, j'ai fait mon éducation. Il y avait avec moi un instituteur, tout ce qu'il y a de plus chic. Si je suis officier, c'est grâce à lui.

— Alors? A Alger? demanda Terro.

— Tu as vu de Gaulle? précisa Vieljeu.

— Comme ci, comme ça. Je l'ai vu de loin. Enfin, je suis content d'être ici.

— Qu'est-ce que tu veux dire? insista Terro.

Volume hochait la tête. En toute simplicité, il se tourna vers l'Espagnol:

— Catillon m'a dit que tu étais communiste...

Il s'arrêta, comme pour donner plus de poids à cette introduction. Etienne, ne sachant pas très bien ce qu'était un communiste, regardait Terro, étonné. L'Espagnol, penché vers Volume, pesait chaque mot. Celui-ci rougit, se gratta la tête, gêné de l'importance que ses auditeurs donnaient à ses paroles, obligé pourtant de continuer:

— Vous savez... Faut pas prendre tout ce que je dis à la lettre... Moi, je sais seulement ce que j'ai vu, hein? Enfin, le fait est qu'en 36 j'ai récolté un mois de prison pour fait de grève chez Renault, à seize ans. Eh bien, les ennuis que ça m'avait causés, ça n'est rien, comparé aux emmerdements que j'ai eus à Alger. Ils voulaient savoir si j'étais communiste!

— L'es-tu? demanda Vieljeu.

— Même pas! C'est ce qu'ils ont fini par comprendre.

Alors, il y en a un, un flic, car c'est des flics qui m'ont interrogé, il m'a dit: « Si t'es pas un communiste, t'es un vrai communal. » Voilà où je veux en venir. La Commune, c'est le mot clef, là-bas. Ils ont une peur, c'est que le populo prenne les armes et les foute tous à la porte: les Boches, les collabos, les bourgeois, les anciens députés, tous...

Vieljeu faisait danser sa fourchette sur la table. Terro regardait Volume avec une telle intensité qu'Emeline fut choquée. L'expression du visage de l'Espagnol s'était durcie. En fait, ce que disait Volume l'intéressait à un tel point qu'il en perdit son tact habituel. Il s'était promis d'être prudent devant Vieljeu, car il avait souffert en retrouvant son ami marqué par l'angoisse. Pourtant, il s'oublia. Il voulut mettre les points sur les i, il voulut savoir: il en oublia les autres:

— Alors, Volume. Avec une telle attitude, ils ne risquent guère d'envoyer des mortiers et des canons à la Résistance?

— Moi, j'y compterais pas!

Vieljeu tordit la fourchette dans ses doigts. Une violente colère montait en lui: colère contre Alger, contre Terro et Volume, contre lui-même. Et surtout rancœur contre la bêtise, la folie des hommes qui se haïssent entre eux, qui se trahissent entre eux. Vieljeu vit rouge. Terro avait raison, il était forcé de le reconnaître. Il éclata, allant plus loin encore que l'Espagnol, avec une volonté maniaque de briser en lui-même tout espoir, comme l'enfant en colère qui casse son jouet:

— Eh bien, on est foutus! Foutus! Je le sais. Nous le savons!

Les visages effrayés qui l'entouraient le calmèrent. Il ajouta seulement:

— Alors, foutez-moi la paix! Voulez-vous?

Un silence interdit. Volume cachait sa tête dans ses épaules, implorant Terro des yeux. Celui-ci se détestait déjà. Trop intelligent pour chercher à s'excuser, il tenta d'expliquer:

— Il n'est pas question d'être foutus, Michel. Surtout que nous sommes prévenus. D'accord, nous n'aurons pas l'air très malins si les Allemands nous tombent sur le dos. Mais ce n'est pas par sadisme qu'on parle. C'est pas pour nous couvrir la tête de cendres et accabler Alger d'injures. Ce qui est fait est fait. Ce qu'il faut, c'est qu'on s'en souviennent. Il faut que cela se sache. Il faut que nos enfants le sachent. C'est une leçon. Si nos enfants profitent de la leçon, on ne se sera pas fait casser la gueule pour rien.

Vieljeu retrouvait sa tranquillité. Il sourit presque:

— Et puis, on tuera quand même quelques Boches...

— Ce n'est pas assez! Il ne faut pas que l'après-guerre devienne comme l'avant-guerre. Si on nous laisse tomber pour des raisons politiques... il faut le voir.

L'accord s'était fait. Il ne restait plus qu'à laisser le silence noyer quelques minutes l'atmosphère chargée, et la famille pourrait dîner en paix, les rires reviendraient, un peu de joie avec...

(à suivre)

SANTÉ

CONNAITRE LA CONTRACEPTION

Les stérilets

Inventés en 1920 en Allemagne, les stérilets ont connu un grand essor au Japon autour des années 59.

En France, ils sont utilisés depuis 15 ans environ. On obtient avec les stérilets bien surveillés une efficacité de 97 à 99%.

Depuis les années 60, plusieurs types de stérilets sont venus sur le marché. Au départ faits de fils d'argent, ils sont ensuite faits de matières synthétiques, puis recouverts de cuivre.

Dans les années 73-74 aux USA, un nouveau type de stérilet, recouvert de cuivre, en forme de bouclier est retiré du commerce: une lettre du fabricant adressé aux médecins explique les dangers que courent les femmes qui portent ce dispositif intra-utérin: des cas de grossesse et de scepticémie (empoisonnement du sang à partir d'un foyer infectieux) ont été signalés.

Dans le même temps, ce même stérilet était toujours livré dans les pays étrangers, notamment en France, où grâce au MLAC et au Planning Familial, l'information était faite... très difficilement dans la presse. Depuis, les stérilets ont été améliorés, à tel point qu'aux USA une enquête a montré que les femmes de gynécologues (bien placés pour voir les effets) prendraient préférentiellement le stérilet à la pilule comme contraception.

Actuellement, on utilise de plus en plus un petit

«ressort» en cuivre, le gravigarde, qui est bien toléré et protégé contre les grossesses.

COMMENT AGIT LE STÉRILET ?

De manière mécanique, en écartant les parois de l'utérus, de manière chimique en modifiant la surface du muscle utérin, il s'oppose à la nidation.

Le cuivre a aussi des propriétés supplémentaires: il s'oppose à la migration des spermatozoïdes qui ne peuvent rejoindre les ovules; il modifie le muscle utérin qui est incapable d'accueillir l'œuf.

PEUT-ON BÉNÉFICIER D'UN STÉRILET LORSQU'ON N'A PAS EU D'ENFANTS ?

La pose d'un stérilet ne nécessite pas une dilatation importante du col pour passer le tube applicateur. La dilatation est moindre par exemple que celle nécessitée par un avortement (sonde Karmann).

Néanmoins, il est plus facile de placer un stérilet chez une femme qui a déjà eu une grossesse puisque son col utérin s'est déjà dilaté une première fois.

Si le stérilet est la seule méthode possible pour une jeune femme; elle peut être utilisée, à condition de prendre le temps pour le placer sans forcer ni déchirer le col.

A QUEL MOMENT PEUT-ON LE METTRE EN PLACE ?

Dès que les règles sont terminées, moment où le

muscle utérin n'est pas gonflé de sang, en principe 3 ou 4 mois après une grossesse ou un accouchement pour laisser un temps de repos à l'utérus.

De plus en plus, les stérilets sont mis en place le jour même d'un avortement ce qui évite une deuxième dilatation.

QUELLES SONT LES CONTRE-INDICATIONS À LA POSE D'UN STÉRILET ?

Un examen gynécologique soigneux doit précéder la mise en place. Toute modification de l'utérus par un fibrome, par des cicatrices de grossesse récentes, par un début de grossesse sont des contre-indications formelles: introduire un corps étranger pourrait entraîner de graves hémorragies.

De même une infection vaginale, une infection des trompes (salpingite), du col (cervicite) ou de l'utérus (endométrite) doit être soignée et guérie avant de mettre un stérilet en place (qui ne ferait qu'augmenter les dangers infectieux, par l'irritation qu'il entraînerait).

DES COMPLICATIONS PEUVENT SURVENIR SONT-ELLES FRÉQUENTES ?

Les douleurs sont rares si le stérilet a été mis correctement, son mécanisme bien expliqué. Les hémorragies, saignements des règles eux sont beaucoup plus fréquents notamment avec les stérilets en matière plastique. Avec les stérilets en cuivre type gravigarde elles sont très rares.

Dans la mesure où il n'y avait pas d'infection avant, le stérilet lui-même n'en entraîne pas.

Des expulsions peuvent se produire. C'est-à-dire le rejet après la pose, on place dans ce cas un autre type, une autre forme après quelques semaines de repos.

COMBIEN DE TEMPS DOIT ON LAISSER EN PLACE UN STÉRILET ?

Un mois après sa pose, un nouvel examen gynécologique fait par le médecin doit vérifier qu'il est bien en place. Un petit fil qui va du stérilet au vagin permet à tout moment de contrôler (par sa longueur inchangée) que le stérilet est bien en place.

Puis tous les ans, si tout va bien, plus souvent si des douleurs, des hémorragies, apparaissent, on doit le contrôler.

On laissait un stérilet en place 4 ou 5 ans jusqu'ici.

Or les nouveaux stérilets de cuivre, très bien tolérés, efficaces, se recouvrent peu à peu d'une pellicule calcaire qui empêche au bout de 14-15 mois leur action: des grossesses ont été signalées après ce laps de temps avec des gravigarde aux USA. Il semblerait donc que leur efficacité, de bonne qualité soit limitée dans le temps, et qu'il faille les changer fréquemment (tous les 15 mois).

Lorsque les contre-indications ont été soigneusement éliminées, le stérilet reste une des meilleures méthodes contraceptives.

Docteur QdP

MERCREDI 16 MARS

TF 1

13 h 35 - Les visiteurs du mercredi
18 h 00 - À la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien... raconte!
19 h 55 - TF 1 actualités
20 h 25 - Football: Liverpool FC - AS
22 h 15 - Sur les traces d'Ulysse
23 h 10 - TF 1 actualités
23 h 35 - Fin des émissions du mercredi TF 1

A 2

14 h 00 - Aujourd'hui Madame
15 h 05 - Daktari
16 h 00 - Un sur cinq
16 h 30 - Cyclisme: Paris-Nice
3 h 45 - Un sur cinq (suite)

18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Switch
21 h 25 - Le magazine d'actualité
22 h 55 - La grande parade du jazz
23 h 25 - Les nouvelles
23 h 40 - Fin des émissions du mercredi A 2

FR 3

18 h 45 - Feu rouge, feu vert
19 h 05 - Une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - La chatte sur un toit brûlant. Film américain
22 h 15 - FR 3 actualités
22 h 30 - Fin des émissions du mercredi FR 3

LA GEOTHERMIE CONTRE EDF ET LES COMPAGNIES PETROLIERES

-3-

Par Serge LIVET

«L'énergie géothermique... c'est, dans les pays techniquement avancés une industrie en plein essor. Mais la France a «oublié» de se mettre sur les rangs». (Haroun Tazieff). Il y a quinze ans, Haroun Tazieff montrait les possibilités d'utilisation de l'énergie géothermique, il ne fut pas écouté. Aujourd'hui une délégation aux énergies nouvelles a été créée : que fait-elle dans ce domaine ? Les prévisions pour 1985 sont dérisoires : l'énergie géothermique pourrait économiser à cette date 0,5 million de Tep (1). Mais, même cet objectif ne sera pas atteint, loin s'en faut.

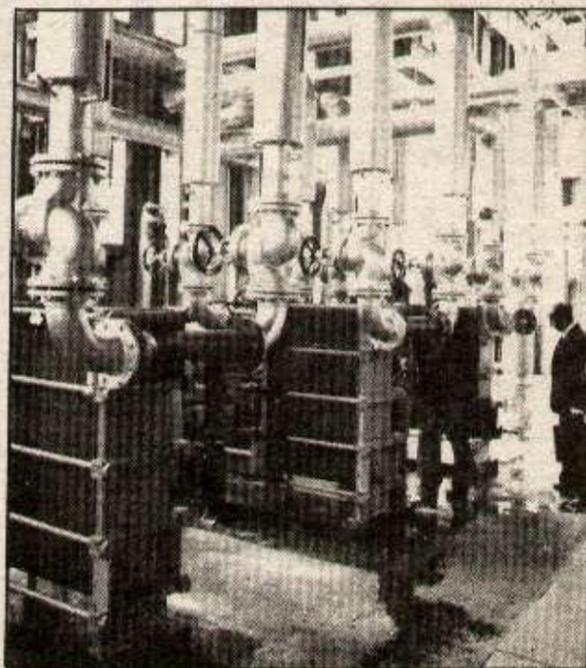
En 1975, 7 millions de francs ont été consacrés au budget pour le développement de l'exploitation géothermique. La commission parlementaire d'enquête sur la situation de l'énergie reconnaissait que cette somme était notablement insuffisante. En fait l'exploitation de la géothermie se heurte pour son développement à deux obstacles de taille : EDF et les compagnies pétrolières.

Le gouvernement a confié des fonds consacrés à la géothermie au Comité de la Géothermie. Son rôle est de couvrir les risques du forage afin d'inciter des entrepreneurs privés à se lancer dans la géothermie. Les compagnies de distribution de chauffage se sont un peu intéressées à la géothermie. Filiales des compagnies pétrolières, elles se disent favorables à la géothermie, elles ont les capacités techniques pour réaliser les forages, distribuer le chauffage et... collecter les charges. Lorsqu'elles font une installation de chauffage au fuel, elles vendent l'installation, mais aussi et surtout elles passent un contrat avec le promoteur pour la fourniture du fuel. Elles font beaucoup plus d'argent sur la fourniture du fuel que sur l'installation du chauffage. Ce

qui les intéresse c'est de faire du profit sur la vente des calories, autant de profit sur les calories de la géothermie, que sur les calories fuel. Elles demandent donc l'indexation de la calorie géothermie sur la calorie fuel.

EDF FAIT DU DUMPING POUR LE TOUT ELECTRIQUE

EDF actuellement regarde avec inquiétude les possibilités de développement de la géothermie, car ce sont d'importantes tranches de logements qui risquent de lui échapper. Pour empêcher cela, elle fait du dumping, elle a des systèmes de promotion du chauffage électrique qui vont même à l'encontre des objectifs affichés du gouvernement d'économiser l'énergie. Par exemple à la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, le BRGM a démontré la possibilité d'implanter des installations de chauffage géothermique. On est dans une zone très favorable du point de vue géothermique, les températures de l'eau y sont de l'ordre de 70° et même plus. Or EDF a proposé un branchement gratuit du tout électrique. Ce système intéresse les promoteurs qui n'ont pas à se préoccuper de l'installation du chauffage, ni de la collection des charges de chauffage : l'EDF s'en charge. C'est tout bénéfique pour les promoteurs, mais certainement pas pour les utilisateurs qui auront des charges d'électricité énormes. Et c'est aberrant au point de vue énergétique : on fabrique de l'électricité à partir du fuel avec un rendement de 30%, on en perd encore 10% pendant le transport et



Les échangeurs de température

également dans la distribution alors qu'il suffit de capter de l'eau chaude sous terre.

70 % DES LOGEMENTS POURRAIENT ÊTRE CHAUFFÉS PAR LA GEOTHERMIE

En ce qui concerne les centrales géothermiques, le raisonnement d'EDF est du même ordre, il serait possible d'installer de petites centrales à partir des ressources géothermiques de haute énergie, mais au-dessous de 500 MW, EDF n'est pas intéressé. C'est la même chose pour les centrales à fluide binaire (*), il n'y a aucune recherche, car leur puissance est estimée trop faible.

Cet abandon de la géothermie n'est absolument pas

justifiable, le prix de la thermie géothermique est inférieur au prix de la thermie fuel de près de 50%. Compte-tenu de la répartition des logements situés à 70% dans les zones exploitables en géothermie, on pourrait assurer leur chauffage par ce moyen. On peut fixer dans l'immédiat comme objectif réalisable rapidement l'économie de 10 millions de tep (1). Objectif qui peut être dépassé si des recherches sont effectuées.

Le BRGM a fait des recherches et des propositions pour les cinq villes nouvelles de la région parisienne, montrant que la solution géothermique était tout à fait intéressante, mais cela sans résultat.

(1) Tonne équivalent - pétrole

La ZUP de l'Almont-Melun

PRÈS DE 3 000 LOGEMENTS CHAUFFÉS PAR LA GEOTHERMIE



Une application de la géothermie : la ZUP de Melun

L'installation près de Melun n'est pas la plus satisfaisante, notamment parce que le chauffage collectif de la ZUP de l'Almont n'avait pas été pensé à l'origine pour être réalisé par la géothermie, mais celle qui fonctionne depuis le plus longtemps, et elle a permis de tester les techniques.

Le système est mixte : fuel et géothermie, il a été conçu et réalisé par la société technique de géothermie et il est exploité par la STAHL (société thermique de l'Almont), filiale de la Compagnie Générale de Chauffage. L'installation fonctionne depuis 1970 et elle assure le chauffage et l'eau chaude sanitaire d'un peu plus de 2 500 logements, l'objectif étant 3 000.

L'eau est prélevée dans le gisement du Dogger à 1 800 mètres à une température de 71°, sous pression de 7 bars, le débit est de 90 mètres cubes par heure. L'eau chaude cède ses calories, par l'intermédiaire d'un échangeur, à un circuit d'eau secondaire qui réchauffe une réserve d'eau sanitaire et l'eau du circuit de chauffage après passage dans les radiateurs, ce qui réduit d'autant l'apport calorifique nécessaire de la chaudière à mazout.

Après avoir cédé ses calories, l'eau est réinjectée dans la nappe. Ce forage est prévu pour durer trente ans, l'eau réinjectée aura alors refroidi la nappe au point de prélèvement, il sera nécessaire de faire un forage à un autre point de la nappe non-refroidi. Le prix de la thermie (chaleur nécessaire pour élever d'un degré un mètre cube d'eau) est environ de 4 centimes, à titre de comparaison, la thermie fuel est de 7 centimes.

LES POMPE À CHALEUR

La Maison de la Radio à Paris est chauffée grâce à la géothermie. Un forage prélève de l'eau à 27 ° dans une nappe souterraine, et cette eau, malgré sa faible température, suffit à chauffer ce vaste immeuble alors que théoriquement il faut une eau à 70°. Ceci est rendu possible par l'utilisation de pompes à chaleur. Le système des pompes à chaleur permet d'augmenter la chaleur prélevée sur une source de moyennée ou basse température, géothermique ou autre.

Une expérience bien connue est la sensation de froid provoquée par le passage sur la main d'un coton imbibé d'éther. L'éther, liquide très volatil s'évapore en prélevant de la chaleur du corps. Tout liquide pour s'évaporer doit prélever de la chaleur au milieu ambiant, inversement la vapeur en se condensant cède les calories qui ont été nécessaires à son évaporation.

De même un corps comprimé s'échauffe, un corps qui se détend se refroidit en cédant de la chaleur.

Les pompes à chaleur sont basées sur le même principe que les réfrigérateurs classiques. Un gaz parcourt un circuit sous l'action d'un compresseur. Il est comprimé,

il passe dans le condenseur où il perd de la chaleur en se liquéfiant, se détend dans un évaporateur où il prend de la chaleur en redevenant gazeux puis repasse dans le compresseur. On utilise en général le fréon qui a la propriété de passer facilement de l'état liquide à l'état gazeux. Pour la pompe à chaleur, on inverse le système du réfrigérateur. De la chaleur est extraite, « pompée » sur une « source froide » : l'air extérieur, l'eau provenant d'une source géothermique à basse température... elle est restituée à la « source chaude », en l'occurrence l'intérieur de l'appartement à chauffer. Ainsi une pompe à chaleur permet de chauffer un appartement à partir d'une « source froide » de température inférieure à celle de l'appartement à chauffer. Elle permet d'utiliser des sources de chaleur dégradées : eaux chaudes de rejets de centrales, par exemple. Elle est particulièrement rentable : elle peut fournir en principe 7 fois plus d'énergie qu'elle n'en consomme sous forme d'électricité. En pratique on obtient des rendements supérieurs à 3, alors qu'avec un radiateur électrique on ne peut pas dépasser le rendement de 1 : l'énergie fournie sous forme de chaleur est égale à l'énergie électrique consommée.